USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

CRS
CATHOLIC RELIEF SERVICES

«EVALUATION DE L'IMPACT DU RETRAIT DU CRS DU SECTEUR DE L'EDUCATION DE CERTAINES PROVINCES»

RAPPORT FINAL

MAIGA Alkassoum
Consultant

Septembre 2009

Tables des matières

TABLES DES MATIÈRES **2**

LISTES DES TABLEAUX **3**

LISTE DES FIGURES **3**

LISTE DES ENCADRÉS **3**

SIGLES ET ABREVIATIONS **4**

I. INTRODUCTION **5**

II. LA METHODOLOGIE **5**

2.1. L'étape de préparation de la conduite de l'étude *5*
2.2. De la phase du travail de terrain *6*
2.3. Difficultés et limites de l'étude *8*

III. LES RESULTATS OBTENUS **8**

3.1. DESCRIPTION DE LA SITUATION DES CANTINES EN ZONE DE RETRAIT 8
3.1.1. Les cantines assistées par le PAM *8*
3.1.2. Les cantines endogènes *9*
3.2. TENDANCES DES STATISTIQUES SCOLAIRES 10
3.2.1. Enseignements à tirer des effectifs *10*
3.2.2. Redoublements, promotions et abandons *18*

IV. EFFETS, IMPACTS ET DURABILITÉ **28**

4.1. AMELIORATION DE L'EDUCATION PAR L'APPUI AUX CANTINES SCOLAIRES 28
4.2. LA RESPONSABILISATION DES COMMUNAUTES PAR RAPPORT AUX CANTINES 28
4.3. DURABILITE DU PROGRAMME DE RETRAIT 30

V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS **31**

VI. ANNEXES **33**

Listes des tableaux

Tableau 1 : choix des sites 7
Tableau 2 : Evolution des effectifs moyens suivant le type d'écoles 10
Tableau 3 : Evolution des effectifs moyens en fonction des groupes de retrait 12
Tableau 4 : Evolution des effectifs au Sahel de 2003-2004 à 2008-2009 13
Tableau 5 : effectifs moyens par groupe de retrait 14
Tableau 6 : effectifs moyens par province 15
Tableau 7 : Taux d'accroissement des effectifs moyens entre 2004 et 2008 par groupe de retrait 15
Tableau 8 : Redoublements, promotions et abandons par type d'école 19
Tableau 9 : Redoublements, promotions et abandons par groupe de retrait 24
Tableau 10 : Evolution des redoublements, promotions et abandons par groupe de retrait 25
Tableau 11 : Redoublements, promotions et abandons par province 26

Liste des figures

Figure 1 : Effectifs selon le type d'écoles 11
Figure 2 : effectifs cumulés par type d'écoles 11
Figure 3 : effectifs cumulés par groupe de retrait 13
Figure 4 : effectifs par groupe de retrait 14
Figure 5 : Evolution des effectifs moyens en fonction du groupe de retrait 16
Figure 6 : Evolution des effectifs des filles en fonction du groupe de retrait 16
Figure 7 : Evolution des taux globaux de redoublements (2004-2008) 20
Figure 8 : Evolution des taux de redoublement des filles (2004-2008) 20
Figure 9 : Evolution des taux globaux d'abandon (2004-2008) 21
Figure 10 : Evolution des taux d'abandon des filles (2004-2008) 21
Figure 11 : Evolution des taux globaux de promotion (2004-2008) 22
Figure 12 : Evolution des taux de promotion des filles (2004-2008) 22
Figure 13 : Taux moyens des redoublements et promotions par type d'écoles 23
Figure 14 : Redoublements, promotion et abandons suivant le groupe de retrait 24
Figure 15 : Taux de promotions par province 26
Figure 16 : Taux d'abandons par province 27
Figure 17 : Taux de redoublements par province 27

Liste des encadrés

Encadré 1 : Témoignages de terrain 32

Sigles et abréviations

AME	: Association des Mères Educatrices
APE	: Association des Parents d'élèves
CEB	: Circonscription de l'Enseignement de Base
CRS	: Catholic Relief Services
COGES	: Comité de Gestion
CSB	: Corn-Soya-Blend
EPT	: Education Pour Tous
DEP	: Direction des Etudes et de la Planification
DPEBA	: Direction Provinciale de l'Enseignement de Base
DPASSN	: Direction Provinciale l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale
DREBA	: Direction Régionale de l'Enseignement de Base
IEC	: Information, Education, Communication
MARP	: Méthode Active de Recherche Participative
MEBA	: Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PDDEB	: Plan Décennal de Développement de l'Enseignement Primaire
RAE	: Ration A Emporter

I. Introduction

Dans le souci d'accroître les opportunités éducatives au Burkina Faso, le CRS s'est investi depuis les années 1960 dans l'accompagnement des écoles dans l'objectif majeur de faciliter l'accès et la rétention avec une attention particulière à la dimension genre. Pour ce faire, les actions entreprises se sont orientées entre autres en matière d'appui aux cantines scolaires, de construction d'écoles, d'éducation des filles, d'IEC et d'appui au préscolaire. Le programme d'appui aux écoles couvrait au début tout le pays. Cependant des contraintes de financement vont imposer un processus progressif de retrait qui s'est poursuivi jusqu'en 2009. De nos jours, l'intervention de CRS est circonscrite dans six (6) provinces. Le retrait a suivi un processus participatif et a fait l'objet de mesures d'accompagnement. Toutefois, il est légitime de s'interroger par rapport à la situation des provinces qui en ont fait l'objet. Quel est l'impact de ce retrait ? Telle est la préoccupation qui a présidé à la décision d'engager la présente étude.

L'étude poursuit de nombreux objectifs spécifiques auxquels sont rattachés des résultats attendus. L'objectif global consiste à faire ressortir l'impact du retrait sur la scolarisation (inscriptions, maintiens, promotions, redoublements, abandons, etc.) et sur la capacité des communautés à prendre en charge les cantines scolaires. Plus spécifiquement, il nous revient de mesurer les impacts du retrait, relater des récits et histoires marquants, identifier les leçons apprises et faire des recommandations.

II. LA METHODOLOGIE

Pour atteindre les objectifs assignés à l'étude, la démarche méthodologique mise en œuvre par le consultant se veut participative, itérative et flexible. Elle intègre étroitement et le plus largement possible tous les acteurs (directement ou indirectement concernés par la thématique de l'étude.

2.1. L'étape de préparation de la conduite de l'étude

Elle a pour but de réunir toutes les conditions nécessaires à un bon déroulement de l'étude.

Rencontres préparatoires entre les membres de l'équipe

Ces rencontres ont permis de :

- Consolider la cohésion de l'équipe,
- Harmoniser la démarche d'intervention et affiner la méthodologie d'intervention
- Finaliser les outils à utiliser (questionnaire pour les données quantitatives et guide d'entretien servant de support pour les focus), les calendriers et la stratégie de rapportage
- Identifier avec précision les services et zones d'intervention

Une rencontre préparatoire a réuni tous les intervenants dans cette mission autour du contenu suivant :

- Finalisation du programme de travail pour la phase terrain ;
- Identification des supports de travail ;
- Présentation et échanges sur la démarche et les outils.

Prise de contact avec le commanditaire de l'étude

Cette rencontre est une étape importante de la mise en œuvre de l'étude. Le commanditaire a saisi cette occasion pour exprimer d'avantages ses attentes et insister sur la portée réelle du travail et les souhaits y afférents. Les échanges, surtout avec le responsable du volet éducation et ses

collaborateurs directs (les chargés du suivi évaluation) ont permis au consultant de convaincre d'avantage par rapport à sa démarche, sa compréhension et au processus d'ensemble conçu.

Prise de contact avec les services partenaires

Il s'est agi de rencontrer les différents acteurs impliqués dans le présent processus pour les informer du contenu du travail à réaliser, de la méthodologie et recueillir leurs observations en vue d'améliorer la présente prestation. L'équipe a pris attache avec les partenaires suivants:

- MEBA et ses services techniques et déconcentrés (DREBA, DPEBA, CEB, Responsables d'écoles) ;
- Les communautés et leurs structures représentatives (APE, AME).

Collecte et analyse des données secondaires (Recherche documentaire)

Elle a permis de faire l'état des lieux. La revue documentaire a été faite sur la base des rapports d'études (y compris, les rapports d'analyses situationnelles) et des archives des CEB et DPEBA.

Formation du personnel

Des enquêteurs qualifiés et expérimentés, maîtrisant les démarches classiques de collecte des données et les outils de la méthode MARP, ont été recrutés dans le souci de garantir la participation des interlocuteurs. Ces enquêteurs ont travaillé sous la coordination et la supervision du consultant et de son assistant. Une formation leur a été dispensée afin qu'ils soient le plus opérationnel possible. La formation a porté sur la nature des données à collecter, les outils de collecte des données, les mécanismes de l'enquête, etc.

2.2. De la phase du travail de terrain

Les données collectées ont permis de mesurer l'impact du retrait de CRS à divers niveaux à travers un échantillon d'acteurs de la communauté et de personnes ressources et responsables au niveau déconcentré du MEBA. Les instruments de collecte ont été diversifiés dans un souci de triangulation.

- ***La constitution de l'échantillon de travail***

Le retrait (entre 2004 et 2009) s'étant opéré sur 17 provinces, nous avons retenu le tiers pour le travail d'investigation; soit environ 6 provinces (ce niveau d'échantillonnage permet d'être en phase avec les impératifs de représentativité). Nous avons opéré un choix raisonné dans le souci de retenir quelques provinces par vague de retrait. Le tableau ci-dessous en indique le nombre. En plus de ces six provinces, nous avons retenu dans un souci de comparaison, 3 provinces encore couvertes par CRS.

Tableau 1 : choix des sites

Périodes	Provinces concernées par le retrait	Provinces retenues	CEB
2005	4 provinces : Oudalan, Seno, Soum and Yagha	Oudalan, Seno	Gorom I, Markoye, Dori I, Dori II
2007	11 provinces : Bam, Ganzourgou, Ziro, Kouritenga, Yatenga, Kompienga, Koulpelogo, Zandoma, Boulgou, Passore, Gourma)	Kouritenga, Yatenga, Boulgou	Koupela II, Tensbtenga, Garango II, Tenkodogo II, Ouahigouya I, Oula
2008	2 provinces : Oubritenga and Kourweogo	Kourweogo	Bousse I, Bousse II,
Zone CRS		Loroum, Namentenga, Sanmatenga	Ouindigui, Titao I, Boulsa I, Boulsa II, Kaya I, Kaya II

Source : TDR et offre technique

Dans chacune des provinces, 2 CEB ont été visitées. A l'intérieur de chaque CEB, les enquêteurs ont collecté des données quantitatives concernant 10 écoles ; soit un total de 20 écoles par province et de 180 écoles pour l'étude.

Pour les données qualitatives, 9 focus groupes ont été animés. Chaque province a été couverte par 2 enquêteurs. Dans la phase de traitement des données, nous nous sommes appuyés sur 3 opérateurs de saisies.

- ***Les instruments de collecte des données***

Conformément au principe de triangulation de la démarche participative qui recommande la diversification des sources d'information et des instruments de collecte des données, les acteurs ont été répartis en sous groupes pour faciliter et affiner la collecte et l'analyse des données. En fonction des besoins spécifiques, des focus groupes ont été organisés à l'endroit des enseignants et des membres des AME et APE.

- ✓ ***Les interviews individuelles***

La collecte des données qualitatives a consisté a recueillir les points de vue d'individus ou de personnes ressources, des responsables du MEBA (chef CEB, DPEBA, etc.) sur des aspects en rapport avec les impacts du retrait par le biais d'entretiens approfondis individuels. .

- ✓ ***La collecte des données auprès des services déconcentrés du MEBA***

A l'aide de questionnaires, les enquêteurs ont collecté des données quantitatives relatives aux objectifs et résultats attendus de la mission. Il s'agit entre autres de données concernant les recrutements d'élèves, le maintien des élèves à l'école, les effectifs de filles, la question des cantines, l'évolution de la situation, les contraintes, les succès et insuccès scolaires, etc.

- ***Le traitement des données collectées et la rédaction du rapport provisoire***

Au terme de l'étape terrain, le consultant a procédé au traitement des informations et à la rédaction du rapport de l'étude en utilisant l'analyse thématique de contenu pour les données qualitatives. Quant aux données quantitatives, elles ont été stockées et traitées à partir du logiciel Excel avec le concours du gestionnaire de base de données et les opérateurs de saisies.

2.3. Difficultés et limites de l'étude

La principale difficulté de ce travail réside dans le fait de l'avoir exécuté en pleines vacances. Cela n'a permis de rencontrer un grand nombre d'enseignants. Au titre des limites, il a été impossible de suivre l'évolution des fréquentations (il aurait fallu pour ce faire déposer des registres dans les écoles et sensibiliser les enseignants au remplissage). En outre, pour faire ressortir la perception des populations, nous avons eu recours à un travail de mémoire qui comporte ses propres limites. Enfin, l'esprit d'assistanat développé chez les populations rend difficile toute distanciation par rapport à des jugements subjectifs relatifs au retrait de CRS.

III. Les résultats obtenus

3.1. Description de la situation des cantines en zone de retrait

A la date de la mise œuvre de la présente étude, seules 10 provinces bénéficient d'un programme de cantines scolaires fourni par le PAM pour celles de la région du Sahel et par le CRS pour celles du Loroum, de la Gnagna, de la Komandjari, de la Tapoa, du Sanmatenga et du Namentenga.

Sur la base de l'ensemble des 17 provinces qui ont fait l'objet de retrait entre 2004 et 2009, on peut constituer deux groupes à savoir le groupe qui bénéficient depuis 2005 de l'assistance du PAM en cantines et le deuxieme groupe de provinces duquel le CRS s'est entièrement retiré après 2005 après une préparation des communautés a mettre en place depuis 2007 des cantines endogènes en collaboration avec le MEBA.

3.1.1. Les cantines assistées par le PAM

C'est en 2005 que CRS a cédé au PAM la région du Sahel dont les écoles continuent depuis cette date de bénéficier de vivres de la part de cette institution des Nations Unies pour leurs cantines.

Composition des vivres et périodicité de leur distribution

Les vivres distribuées dans les écoles pour la préparation des repas sont composées de farine de maïs ; de haricot ; de CSB; de sorgho de sucre et de sel. Le sorgho est également distribué dans le cadre du programme de RAE (rations sèches à emporter) aux filles des classes de CM1 et CM2 comme mesure incitative pour leur maintien à l'école. Habituellement les écoles bénéficient de 2 dotations par an.

La cantine assure 2 repas par jour aux élèves : le petit déjeuner (bouillie) et le déjeuner.

Mode de gestion et de fonctionnement des cantines

1. Pour la gestion quotidienne, un COGES a été mis en place. Il est composé de l'APE, l'AME, une cantinière, de représentants des élèves et d'un enseignant. Ce COGES a comme tâches, de veiller à la qualité des repas et au respect de la ration par élève. La rémunération des cantinières et les autres frais liés à la préparation (bois et condiments) est assurée à l'aide d'une cotisation annuelle de 1000F/élève. Un contrôleur de PAM veille sur la gestion des dotations.
2. Le nombre de cantinières est de deux (2).
3. Les enseignants sont impliqués dans la gestion et le fonctionnement des cantines à travers le directeur de l'école et un autre enseignant responsabilisé pour la sortie des vivres. Ce dernier

s'occupe de mesurer les quantités quotidiennes et du pointage sur les documents de gestion. Il s'agit d'un rôle important en ce sens que cela est un gage de transparence.

Les avantages de la cantine scolaires tels que perçues par les enquêtés des focus groupes

Selon les participants au focus group, les forces de la cantine peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

1. Les avantages liés a l'alimentation : qualité régularité et variété des repas (pas de ruptures de fonctionnement des cantines) ;
2. Avantages liés a la scolarisation : motivation des parents a inscrire les enfants, motivation des enfants a venir suivre les cours, maintien des élèves en classe, assiduité des élèves, concentration des élèves en classe, contribution a la lutte contre le mariage précoce des jeunes filles ;
3. Les avantages particuliers de la cantine assistée par le PAM : octroi d'ustensiles de cuisine.

Les difficultés de la cantine assistée

1. L'insuffisance des dotations et donc de la ration /élève ;
2. La prise en charge des cantinières et du gardiennage ; il y a des difficultés pour la collecte des cotisations auprès des parents des élèves ;
3. La multiplicité des rapports à fournir au PAM.
4. Les ruptures de stocks de vivres (environ1mois de rupture entre 1ère et 2ème dotation et de fois 45 jours de rupture après la 2ème et avant les vacances) ;

3.1.2. Les cantines endogènes

L'appui de CRS au secteur l'éducation couvrait initialement l'ensemble du pays. Au moment de la conduite de cette étude, cet appui ne couvrait plus que 6 provinces. Les principales raisons justifiant ce processus de retrait sont : i) les contraintes budgétaires liées aux limitations de ressources au niveau des bailleurs de fonds, ii) la nécessité d'inscrire cet appui dans la durabilité. Pour ce faire, des stratégies ont été adoptées : i) réduction graduelle du nombre de provinces d'intervention, ii) réduction annuelle des quantités de vivres, iii) mobilisation des parts contributives de l'Etat et des communautés.

En outre, il a fallu tenir compte de critères objectifs comme le niveau d'insécurité alimentaire de la province, le niveau d'inscription des filles au primaire, les priorités du MEBA, etc.

Les actions entreprises dans le cadre du retrait sont ;

- Organisation d'un forum national en vue de diffuser la politique nationale en matière de cantine scolaire ;
- Organisation de deux fora régionaux ;
- Elaboration de plans d'action pour environ 100 écoles ;
- La mise en place de jardins et champs scolaires, la culture attelée, et la micro finance ;
- L'adoption d'un manuel de gestion des cantines endogènes ;
- La formation d'enseignants, de contrôleurs et d'agents du MEBA a l'utilisation du manuel
- L'appui aux jardins et champs scolaires pilotes ;
- Organisation d'échanges entre les communautés et les PTF ;
- Conduite d'activités d'IEC (Information Education Communication) afférentes au retrait par le biais de la presse et de rencontres, etc.

Ces activités auront permis d'assister le MEBA dans la poursuite du programme national d'appui aux cantines scolaires et de renforcer les capacités des communautés dans la mise en place et la gestion de cantines endogènes.
La mise en place des cantines scolaires est donc une résultante de cette démarche adoptée par CRS. Elle a bénéficié de la conviction établie chez les parents d'élèves que la cantine scolaire un chainon indispensable au succès scolaire.

Mode de fonctionnements et de gestion des cantines endogènes
Les écoles disposent de cantines endogènes gérées par l'APE et l'AME. En début d'année, chaque élève doit apporter une quantité de riz, de haricot et/ou une somme d'argent. Chaque année, l'Etat apporte un soutien en vivres (riz, maïs).
Certaines APE et AME ont un champ collectif (champ scolaire) ou un jardin. Les parents s'organisent pour travailler dans les champs. Les récoltes sont stockées dans le magasin de l'école. En début d'année, on évalue les besoins pour la cantine en tenant compte des récoltes du champ scolaire. En complément de ces récoltes, on demande à chaque élève d'apporter une certaine quantité de vivres et de l'huile, plus une somme d'argent pour les condiments.

3.2. Tendances des statistiques scolaires

Il convient avant tout de rappeler que l'étude se fonde sur quelques écoles sélectionnées au niveau de 18 CEB et 9 provinces. Il ne s'agit pas d'un échantillon extrapolable à l'ensemble des écoles des zones de l'étude.

3.2.1. Enseignements à tirer des effectifs

3.2.1.1. Analyse des données provenant des CEB

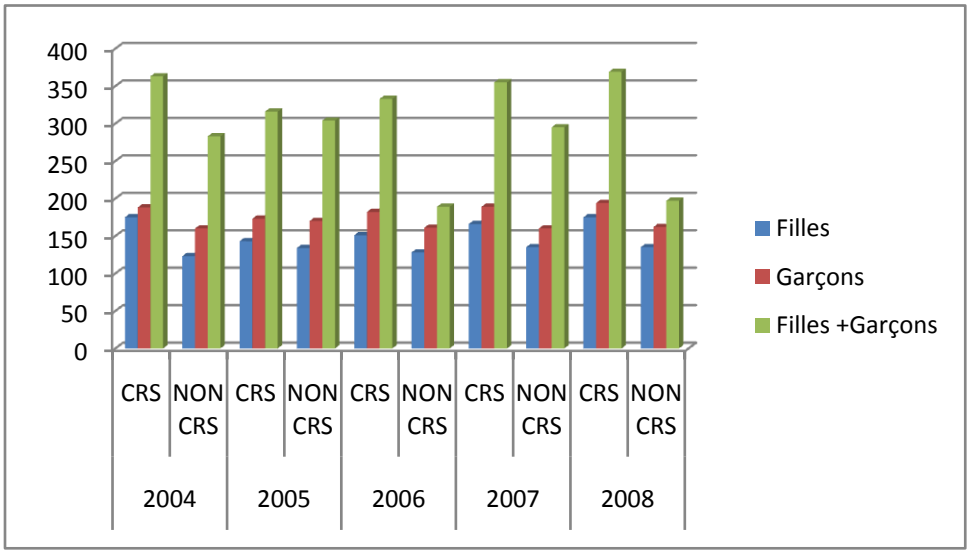
Entre 2003-2004 et 2007-2008, on observe une évolution positive des effectifs. Dans les écoles CRS, l'effectif moyen par école (des écoles sélectionnées pour l'étude) était de 363 élèves (175 filles contre 188 garçons). Courant 2008, cet effectif est passé à 369 (175 filles contre 194 garçons). On notera au passage que l'écart entre filles et garçons s'est creusé davantage (de 13 à 19).
Pour ce qui est des écoles non CRS, les effectifs moyens d'élèves par école (des écoles sélectionnées pour l'étude) étaient de 283 courant 2004 (123 filles et 160 garçons). Ces effectifs sont passes à 197 (135 filles et 162 garçons).
Tableau 2 : Evolution des effectifs moyens suivant le type d'écoles

Année	*Types d'école*	*Filles*	*Garçons*	*Filles +Garçons*
2004	*CRS*	*175*	*188*	*363*
	NON CRS	*123*	*160*	*283*
2005	*CRS*	*143*	*173*	*316*
	NON CRS	*134*	*170*	*304*
2006	*CRS*	*151*	*182*	*333*
	NON CRS	*128*	*161*	*189*
2007	*CRS*	*166*	*189*	*355*
	NON CRS	*135*	*160*	*295*
2008	*CRS*	*175*	*194*	*369*
	NON CRS	*135*	*162*	*197*

Source: Données de terrains (CEB), 2009

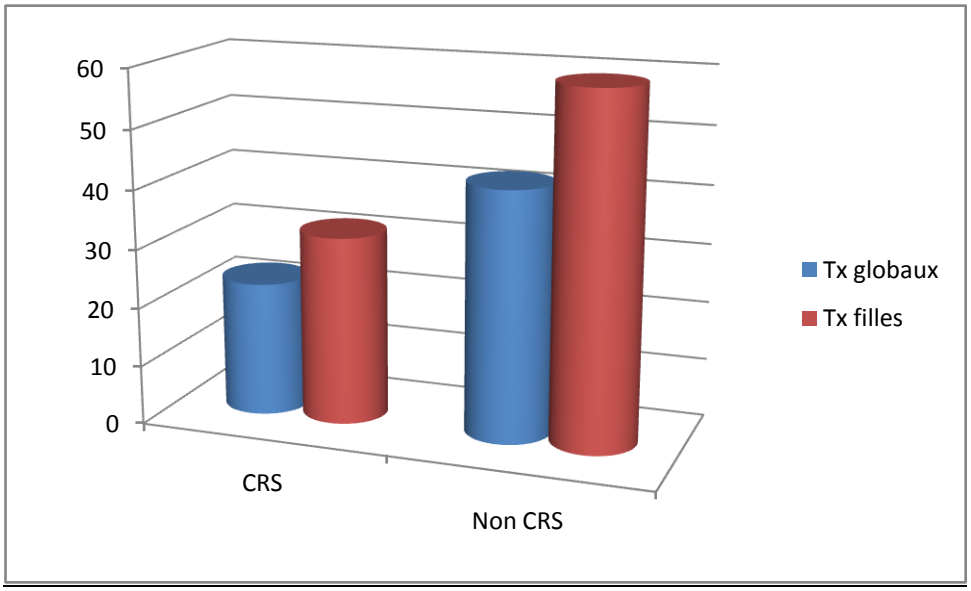
Comme l'indique le graphique suivant, les effectifs moyens par école ont toujours été plus élèves dans celles appuyées par CRS. Par rapport au genre, il est facile d'observer que les effectifs de garçons sont toujours supérieurs à ceux de filles.

Figure 1 : Effectifs selon le type d'écoles



Le taux d'accroissement des effectifs moyens entre 2004 et 2008 s'établit à 22.82% pour les écoles appuyées par CRS et 42.35% pour les zones de retrait. Le graphique ci-dessous résume la situation.

Figure 2 : taux d'accroissement des effectifs par type d'écoles



Dans les provinces concernées par le retrait, les effectifs moyens ont évolué en dent de scie entre 2004 et 2008. Courant 2008, ces effectifs sont presque équivalents a ceux de la zone de CRS (cf. zone de retrait 2008 avec 371 contre 369 pour la zone de CRS). Cependant, 2006 et 2008 se sont caractérisées par des baisses. Il s'agit la d'années concernées par des retraits de certaines provinces et l'on est tenté de penser qu'il existe une relation entre le retrait et ce recul des effectifs. Ainsi, dans le groupe de 2005, les effectifs moyens les plus bas ont été enregistrés en 2005 et 2006 (226 et 208), pour le groupe de 2007, 2006 et 2007 représentent les années de faibles effectifs. On peut en dire autant du groupe de 2008 dans la mesure où les zones concernées ont enregistré une baisse d'effectifs.

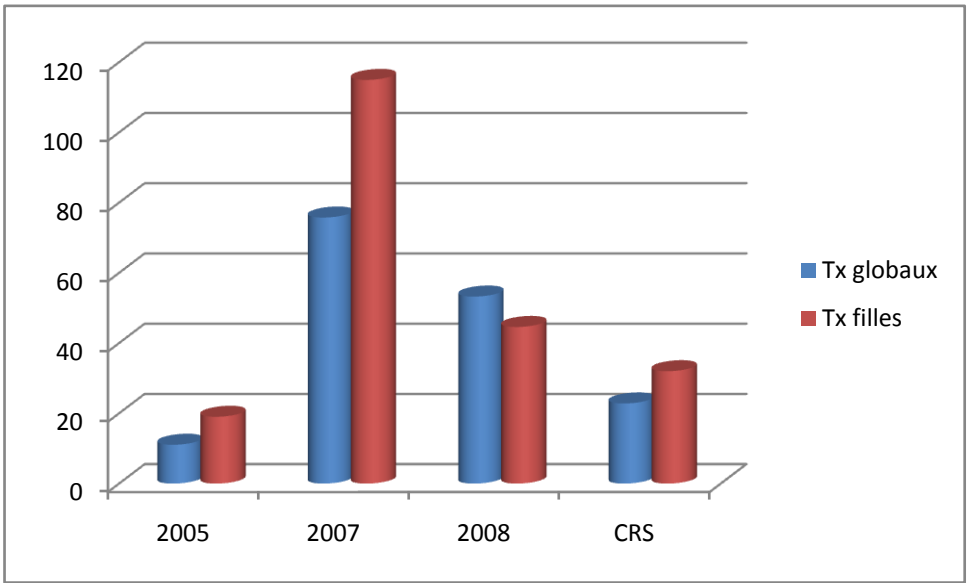
Tableau 3 : Evolution des effectifs moyens en fonction des groupes de retrait

Groupes de retrait	ANNEE	FILLES	GARCONS	F + G
2005	2004	151	186	337
	2005	**102**	**124**	**226**
	2006	**101**	**111**	**208**
	2007	140	152	292
	2008	135	145	280
2007	2004	96	133	229
	2005	138	172	310
	2006	**114**	**154**	**268**
	2007	**122**	**156**	**278**
	2008	133	167	300
2008	2004	146	186	332
	2005	146	205	351
	2006	189	230	419
	2007	181	202	383
	2008	**147**	**224**	**371**
CRS	2004	175	188	363
	2005	**142**	**173**	**315**
	2006	150	182	332
	2007	166	188	354
	2008	175	194	369

Source: Données de terrains (CEB), 2009

Le gain cumulé en effectif pour chaque groupe de retrait se chiffre conformément aux informations contenues dans le graphique suivant. Les augmentations d'effectifs de filles ont été les plus importantes. Dans le groupe de retrait de 2007, elles ont été de 115%. Le groupe de 2005 est celui ayant connu les augmentations les plus faibles. Il est suivi en cela par le groupe de CRS.

Figure 3 : taux d'accroissement des effectifs par groupe de retrait



A l'intérieur d'un même groupe de retrait, nous avons tenté de comparer les provinces entre elles. Il en résulte que :

- Pour le groupe 2005, les baisses d'effectifs ont surtout concerné le Seno (d'une moyenne de 429 en 2004 à 310 en 2008). Au niveau de l'Oudalan, on note une hausse (de 208 en 2004 à 260 en 2008). Les statistiques globales issues du Ministère de l'enseignement de base montrent cependant que toutes les provinces de cette région ont enregistré une hausse des effectifs. Et pour cause soutient cette source : «Dans le cadre de la mise en œuvre du PDDEB en 2002, les provinces de la région du Sahel ont été considérées prioritaires compte tenu du retard de la région dans le développement de l'éducation. La mise en œuvre de ce plan a permis d'enregistrer des résultats significatifs dans toutes les régions dont le Sahel». Ainsi, entre 2003-2004 et 2008-2009, on observe : i) une évolution positive des effectifs de 39873 élèves à 75209 soit un taux de croissance de 13,5% l'an, plus que la moyenne nationale qui est de 10, 8%, ii) a l'échelle province, la croissance est plus forte au Soum (15,1%) et plus faible au Yagha (9%).

Tableau 4 : Evolution des effectifs au Sahel de 2003-2004 à 2008-2009

Provinces	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
OUDALAN	7491	9092	10787	12836	15023	14204
SENO	9806	11715	14185	16229	18381	19078
SOUM	14699	18771	21825	24990	28136	29761
YAGHA	7877	8842	9617	10621	12791	12166
Region du Sahel	**39873**	**48420**	**56414**	**64676**	**74331**	**75209**

Source : MEBA

- Au niveau du groupe de 2007, le Yatenga se caractérise par une constante hausse (184 en 2004 et 292 en 2008). Alors que le Kouritenga connaît une hausse modérée (288 en 2004 contre 305 en 2009). Si le Yatenga n'a pas connu de baisse notoire, les baisses d'effectifs de 2006 et 2007 constatées dans cette zone semblent imputables au Kouritenga (292 en 2006 et 287 en 2007 alors que pendant ces années, le Yatenga enregistrait 231 pour 2006 et 265 pour 2007).

- Dans le groupe CRS, le Sanmatenga vit une baisse d'effectifs (537 en 2004 contre 464 en 2008) tandis que le Namentenga passe de 223 en 2004 à 294 en 2008.

- Somme toute, les résultats sur l'évolution des effectifs doivent être nuancés, car pour les provinces comme le Sanmatenga, qui ont connu un fort accroissement du nombre d'écoles, la baisse du nombre moyen d'élèves par école peut être due au déploiement des élèves dans les nouvelles écoles.

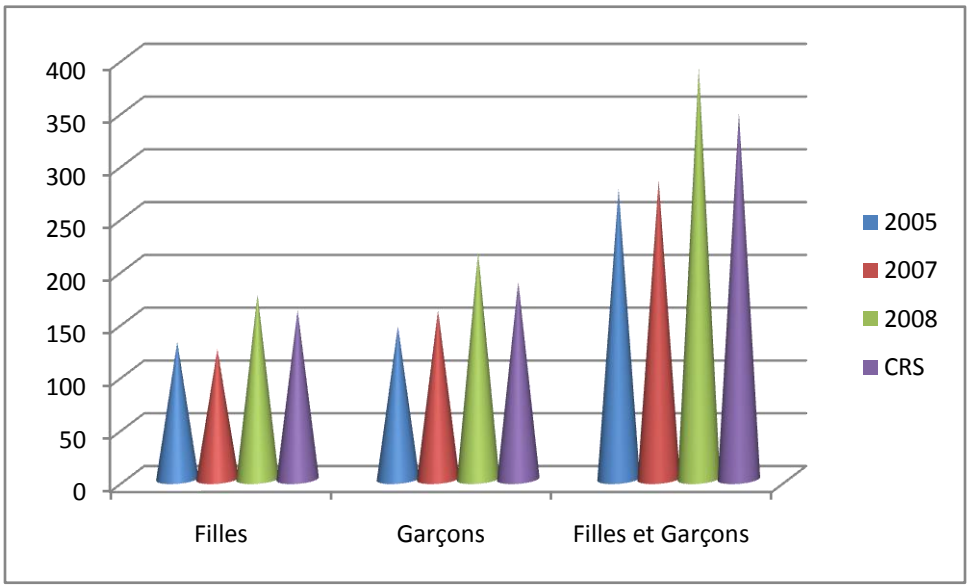
Sur la base d'une moyenne calculée par rapport a la période de référence 2004-2008, il ressort que le groupe de 2008 affiche les meilleurs effectifs (390), il est suivi du groupe CRS (347), celui de 2007 (283) et enfin celui du PAM (275). Il s'ensuit donc que les zones de retrait récent ont de bien meilleurs résultats en termes d'effectifs (cf. tableau 6 et figure 4).

Tableau 5 : effectifs moyens par groupe de retrait

Groupe de retrait	Filles	Garçons	Filles et Garçons
2005	130	145	275
2007	123	160	283
2008	175	215	390
CRS	160	187	347

Source: Données de terrains (CEB), 2009

Figure 4 : effectifs par groupe de retrait



Dans un classement des moyennes des effectifs par province, le Sanmatenga occupe la première place. Il est suivi par le Boulgou alors que l'Oudalan et le Yatenga se disputent la dernière place.

Tableau 6 : effectifs moyens par province

Provinces	Filles	Garçons	Filles et Garçons
Boulgou	215	245	460
Kouritenga	132	163	295
Namentenga	122	136	258
Oudalan	112	126	238
Sanmatenga	258	257	515
Seno	161	179	340
Yatenga	96	142	238
Kourweogo	175	215	390
Loroum	138	190	328

Source: Données de terrains (CEB), 2009

Nous n'avons pas pu mesurer l'évolution des inscriptions à partir des données des CEB, mais les données obtenues à la DEP du MEBA établissent pour la région du Sahel le constat suivant : «Les nouveaux inscrits en 1ère année ont progressé régulièrement de 2003 à 2007 passant de 13 480 élèves à 20 813 élèves soit un taux moyen annuel d'accroissement de 11,5%. Cette croissance a été de 17% au Séno, 16% à l'Oudalan, 9% au Yahga et 7% au Soum». Toujours selon cette même source, entre 2007 et 2008, on observe une baisse des effectifs des nouveaux inscrits de 8 167 enfants. Toutefois cette baisse n'est pas spécifique au Sahel, même si l'ampleur y est plus forte car au niveau national, elle a été de 11 222 enfants. La baisse du Sahel représente 73% de la baisse totale. Parmi les facteurs explicatifs de cette baise des effectifs, la suspension des recrutements dans les classes multigrades, système développé dans les provinces prioritaires occuperait une place d'élection.

Sur la base de nos propres données, on observe une baisse des effectifs dans le groupe de 2005 (Sahel). Ce groupe se caractérise par un taux négatif (-16,9%, cf. Tableau 7).

Tableau 7 : Taux d'accroissement des effectifs moyens entre 2004 et 2008 par groupe de retrait

Groupe de retrait	Filles (%)	Garçons (%)	Filles + Garçons (%)
2005	**-10,6**	**-22**	**-16,9**
2007	**38,5**	25,6	31,0
2008	0,7	20,4	11,7
CRS	0	**3,2**	**1,7**

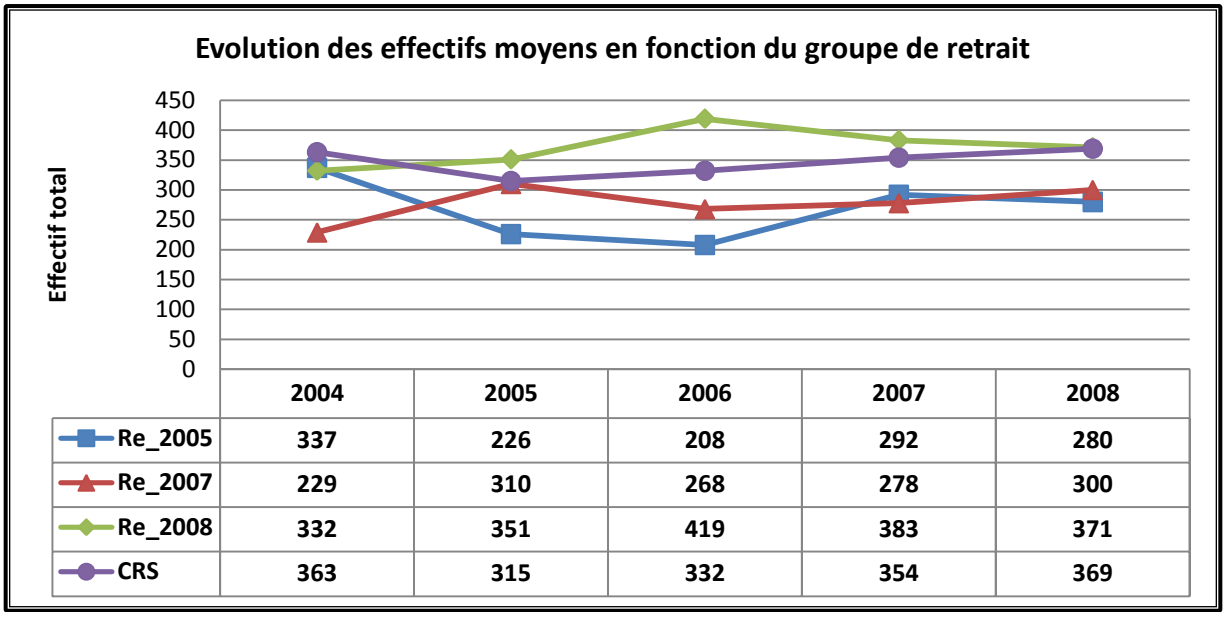
Source: Données de terrains (CEB), 2009

Les figures ci-dessous permettent d'apprécier l'évolution des effectifs par groupe de retrait entre 2004 et 2008. Le groupe de 2005 se caractérise par des fortes baisses qui sont surtout remarquables

en 2005 et 2006. Le groupe de 2007 a connu de fortes hausses en 2004. Les groupes de 2008 et CRS ont enregistré des hausses significatives en 2006. Les effectifs de filles semblent observer la même dynamique évolutive que les effectifs globaux. Au niveau du groupe de retrait de 2008, l'année 2008 se caractérise par une baisse des effectifs de filles.

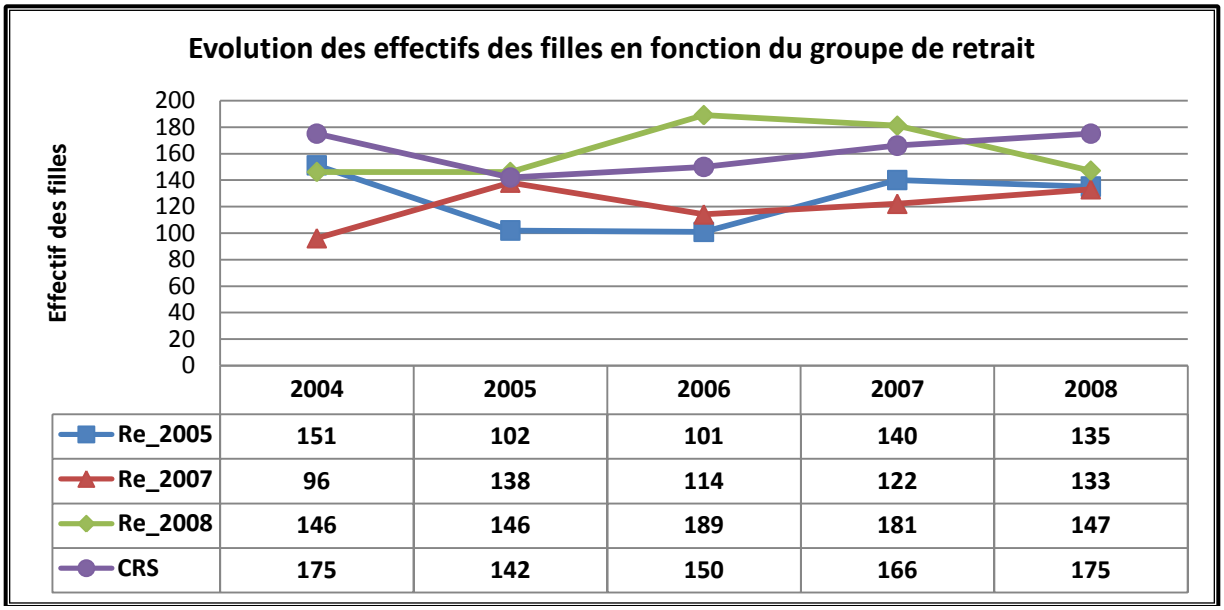
En définitive, l'évolution des effectifs de la zone de CRS (2004-2008) se caractérise par une relative stabilité, voire une hausse, contrairement aux autres groupes.

Figure 5 : Evolution des effectifs moyens en fonction du groupe de retrait



	2004	2005	2006	2007	2008
Re_2005	337	226	208	292	280
Re_2007	229	310	268	278	300
Re_2008	332	351	419	383	371
CRS	363	315	332	354	369

Figure 6 : Evolution des effectifs des filles en fonction du groupe de retrait



	2004	2005	2006	2007	2008
Re_2005	151	102	101	140	135
Re_2007	96	138	114	122	133
Re_2008	146	146	189	181	147
CRS	175	142	150	166	175

3.2.1.2. Témoignages des acteurs du système éducatif1

Quelles que soient les tendances des statistiques, les acteurs des zones de retrait ont une conviction, les appuis de CRS ont un impact indéniable sur les indicateurs scolaires. Il ressort, en effet, des entretiens une unanimité à reconnaître que l'appui de CRS aux cantines a apporté de multiples changements à plusieurs niveaux :

- **Scolarisation :** elle a entraîné une croissance des effectifs au niveau des inscriptions ; les cantinières de Kampiti (province du Seno) affirment : '' De façon générale, avec l'arrivée de CRS, les classes se remplissaient. Les effectifs étaient moins importants au début mais, ils ont très vite augmenté à un moment donné. Cette situation a été très vite ressentie au niveau de la cuisine avec l'augmentation du nombre de repas à fournir''. Au niveau de l'école de Markoye (province de l'Oudalan), il est ressorti des entretiens que la cantine «motive les enfants à aller à l'école. Certains n'ayant pas l'âge d'être scolarisés pleurent pour l'être».

- **Maintien** : du point de vue des acteurs de l'école, avec la cantine les élèves arrivent à continuer leur cycle scolaire jusqu'à la fin. Cela vaut surtout pour ceux qui logent à des endroits très distants de l'école. Du fait de la cantine, les enfants qui sont dans une telle situation prennent leurs repas sur place et restent à l'école. Le taux d'abandon est donc réduit de ce fait. C'est bien ce qui ressort de l'entretien réalisé à l'école Gorom centre (province de l'Oudalan). Ils soutiennent en outre que «lorsque les élèves mangent, ils arrivent à se concentrer pour suivre les cours parce qu'ils n'ont plus faim». C'est du reste dans cette logique s'inscrit le témoignage obtenu auprès des acteurs de l'école de Markoye. Pour eux en effet, «la cantine assure l'assiduité des élèves à l'école et à suivre les cours toute la journée. En effet, quand la classe commence et que les élèves ne voient aucun mouvement ou agitation du côté de la cuisine, beaucoup désertent avant 10h».
- **Envoi des enfants à l'école** : la motivation des parents à envoyer les enfants à l'école est bien cernée. Dans beaucoup de cas elle est liée à la possibilité de pouvoir garantir un repas journalier aux enfants. «les parents sont motivés à inscrire leurs enfants et les enfants eux-mêmes veulent aller à l'école car ils voient leurs frères en revenir avec des repas». De l'entretien de l'école de Kampiti, il ressort que '' Au début l'école on ne pouvait pas avoir plus de 20 nouveaux inscrits, mais cela a considérablement augmenté avec l'arrivée des vivres de CRS'' ;
- **Education des filles :** elle a contribué à l'envoi de celles-ci à l'école mais aussi à leur maintien pour atteindre les classes de CM1 et CM2 en vue de bénéficier des RAE (Ration A Emporter destinée uniquement aux filles de ces classes). C'est bien ce que soutiennent ces informateurs de l'école de Markoye «Au CM, il y a une discrimination positive au profit des filles. En effet, il y a des rations alimentaires à emporter (RAE) pour les filles cela permet d'avoir un nombre équilibré de garçons et de filles». Dans certains cas, les effectifs de filles dépassent ceux des garçons dans ces classes. En outre, il ressort de certains témoignages que la cantine lutte un tant soit peu contre les mariages précoces. En

[1] Cette partie en relation avec les changements liés aux interventions de CRS et les risques encourus du fait du retrait repose sur un travail de mémoire. Il s'agissait pour les participants aux focus d'adopter une perspective rétrospective pour décrire les vécus. Les risques sont grands pour que les témoignages s'écartent de la réalité ou que dans la zone sahélienne par exemple on fasse assez la distinction avec les résultats de PAM. L'intérêt réside surtout dans la possibilité offerte aux populations d'apprécier a posteriori les appuis.

effet à travers les avantages liés à la scolarisation, les parents maintiennent les filles jusqu'au CMII (école de Markoye).

- **Résultats scolaires** : la cantine y joue un rôle important car elle assure l'assiduité des élèves dans le suivi des cours. « par comparaison dans le temps, il a été prouvé que les écoles dans lesquelles il y avait les cantines CRS présentaient des résultats meilleurs par rapport à celles qui n'en avaient pas » (parents d'élèves), et pour les enseignants de l'école de Kampiti, '' il y a augmentation des taux de réussite (45 à 50% de succès au CEP). Il y a une amélioration des résultats dans les classes avec de bonnes performances''. En effet, les élèves organisaient des travaux de groupes qui leur permettaient d'améliorer les résultats scolaires.

3.2.2. Redoublements, promotions et abandons

Au titre des conséquences liés au retrait de CRS du domaine de l'appui aux cantines scolaires, nos informateurs ont insisté sur :

- Un désintérêt aussi bien du côté des parents que des élèves pour l'école ;
- L'abandon de l'école par les élèves. Au cours de l'entretien, les responsables de l'école nord de Koupela province du Kouritenga) ont signalé 13 cas d'abandons pour 2008-2009. Les abandons sont encore plus criards à Loanga (province du Boulgou) «Pour cette année : en début d'année il y avait cinq cent quarante cinq élèves, actuellement il y en a cinq cent quinze, soit trente abandons)».
- L'absentéisme aux cours : De nombreux élèves désertent les classes à la recréation ou à midi (Koupela) ;
- La baisse du taux d'inscription ;
- Le manque de motivation pour l'envoi et le maintien des filles à l'école.
- La baisse des résultats scolaires. « Le retrait de CRS avait eu pour conséquence la baisse des rendements scolaires. C'est fort de ce constat que l'Etat a voulu relever ce défi en instaurant le projet cantine scolaire (dont la capacité d'intervention n'est cependant pas à la hauteur de celle de CRS) » (entretien province du Yatenga).

Il résulte de cette approche qualitative de la situation que les cantines bénéficient d'un *a priori* positif et que la plupart des acteurs louent l'intervention de CRS. En revanche, le retrait se trouvent être incriminé pour plusieurs maux. S'agit-il là de conséquences réelles ou supposées ? Quels sont les enseignements qu'on peut tirer des statistiques collectées ?

Quelle que soit l'année prise en compte, les taux de redoublements ont toujours été plus élevés dans le groupe CRS. On note même une tendance à la hausse. Ainsi, le groupe CRS avait un taux de redoublement de 14.12% en 2004 contre 12.34% pour les écoles concernées par le retrait. En 2008, pendant que ce dernier groupe voit ces taux de redoublement baisser à 9.51%, ceux du groupe CRS montent à 23.79%. Les taux de promotions sont à contrario devenus meilleurs dans le groupe CRS. Ils passent de 67.21% pour le groupe CRS et 83.58% pour les zones de retrait (2004) à respectivement 78.85 et 82.36.

Ni les abandons, ni les promotions ne permettent à ce stade de conclure qu'il y a un lien entre le retrait de CRS et l'évolution des indicateurs d'éducation. En effet, pendant que les taux de redoublements baissent là où on s'entend à ce qu'ils augmentent, les taux de promotions n'enregistrent qu'une légère baisse.

Par contre, en ce qui concerne les abandons, ils sont plus élevés dans les zones concernées par le retrait. D'ailleurs, ils y augmentent au fil des années. Ils passent ainsi de 4.48% en 2004 à 6.61% en 2008. Ce, pendant que dans la zone CRS, les abandons sont toujours plus faibles. Les abandons s'affichent donc comme étant l'indicateur permettant d'observer le lien entre le retrait de CRS et l'évolution de l'éducation. Du reste, les entretiens avec des personnes ressources (directeurs d'écoles et parents d'élèves) ont permis de noter que l'absence et/ou le mauvais fonctionnement des cantines se manifestait surtout par les abandons, les somnolences en classe et les absences.

Tableau 8 : Redoublements, promotions et abandons par type d'école

Années	Types d'écoles	Taux de redoublements		Taux de promotions		Taux d'abandons	
		Globaux	Filles	Globaux	Filles	Globaux	Filles
2004	CRS	14.12	14.13	67.21	68.83	3.75	3.70
	Non CRS	12.34	12.79	83.58	83.95	4.48	4.33
2005	CRS	18.01	17.83	76.97	77.44	3.09	3.55
	Non CRS	14.93	14.21	85.12	85.60	4.98	4.65
2006	CRS	18.33	18.46	78.58	78.99	2.52	2.45
	Non CRS	14.80	13.80	84.28	84.72	4.86	3.75
2007	CRS	24.30	22.47	71.49	73.51	5.12	5.46
	Non CRS	8.29	8.04	85.50	85.24	5.66	5.51
2008	CRS	23.79	28.21	78.85	78.42	6.38	8.34
	Non CRS	9.51	8.63	82.36	82.03	6.61	6.53

Source: Données de terrains (CEB), 2009

Les taux de redoublement de la zone CRS sont au dessus de ceux de la zone non CRS, Ils sont en train de connaitre une certaine stabilité ou une tendance a la hausse. En conséquence, les taux de promotion de la zone CRS sont plus faibles que ceux de la zone non CRS. Les réductions progressives dans les repas de la cantine (en termes de quantité servie aux enfants et en termes de période couverte) peuvent expliquer ces tendances à l'intérieur de la zone CRS. (Cf. figure ci-dessous).

Figure 7 : Evolution des taux globaux de redoublements (2004-2008)

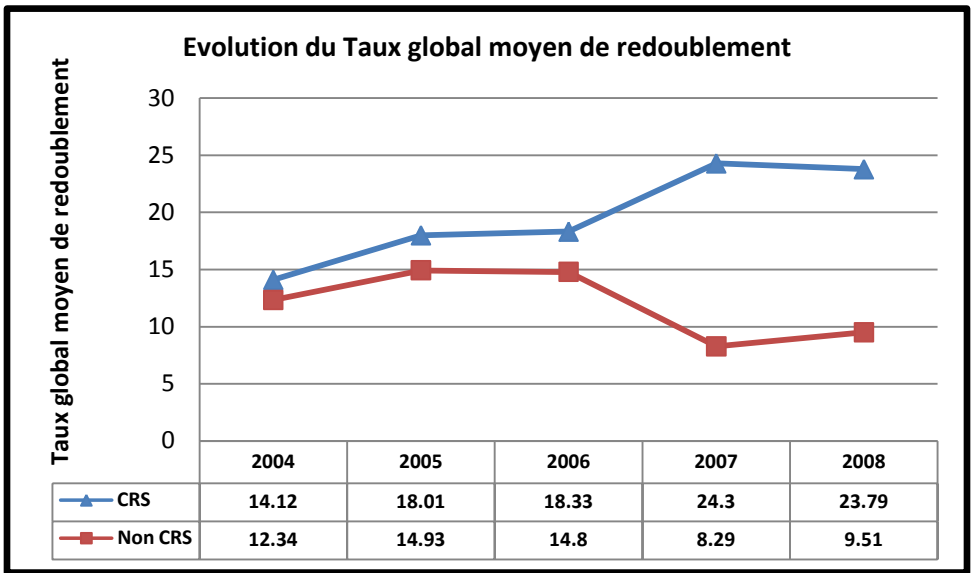
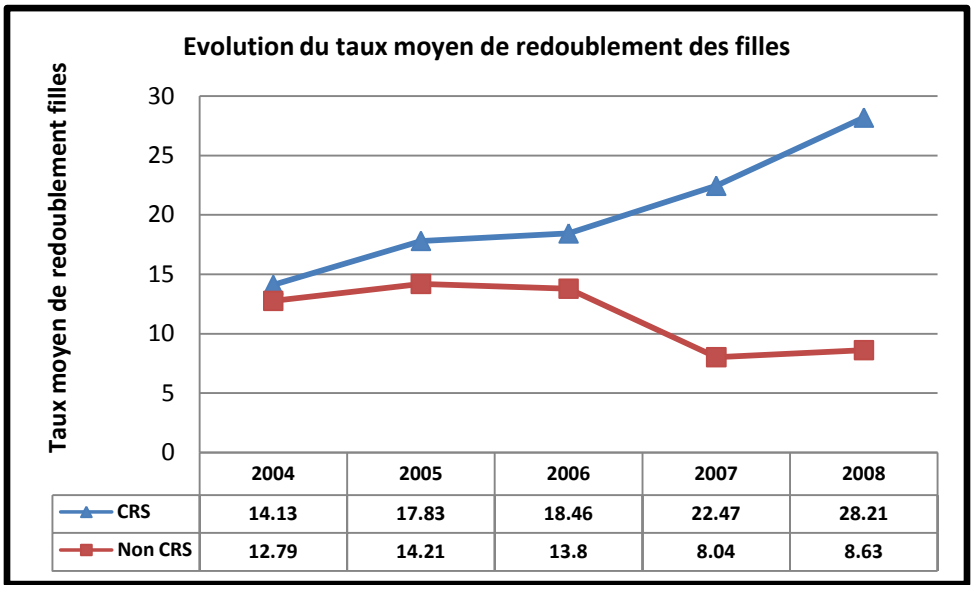


Figure 8 : Evolution des taux de redoublement des filles (2004-2008)



Les taux d'abandon de la zone CRS sont plus bas par rapport à ceux de la zone non CRS. Mais on note une tendance à la hausse imputable (en partie tout au moins) à la réduction des quantités de vivres.

Figure 9 : Evolution des taux globaux d'abandon (2004-2008)

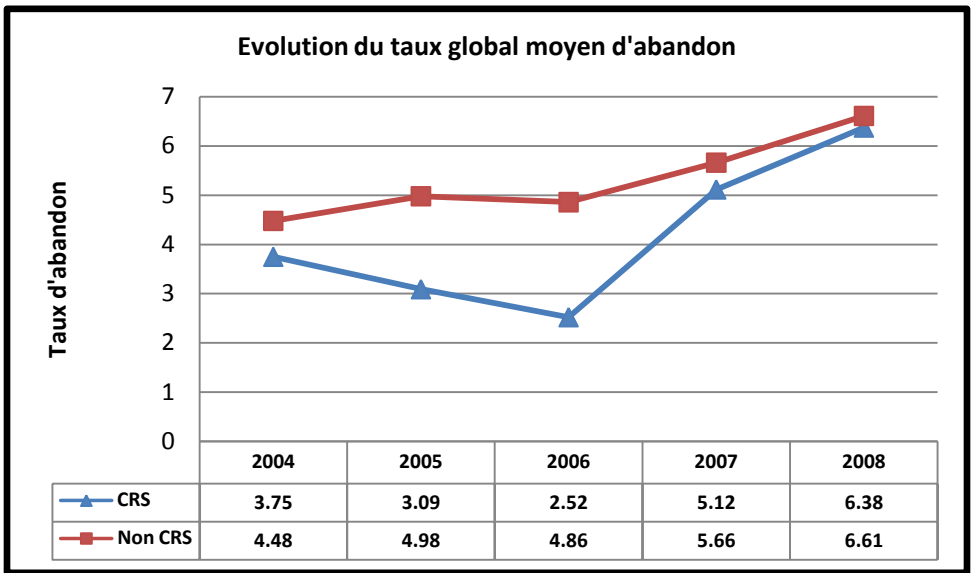


Figure 10 : Evolution des taux d'abandon des filles (2004-2008)

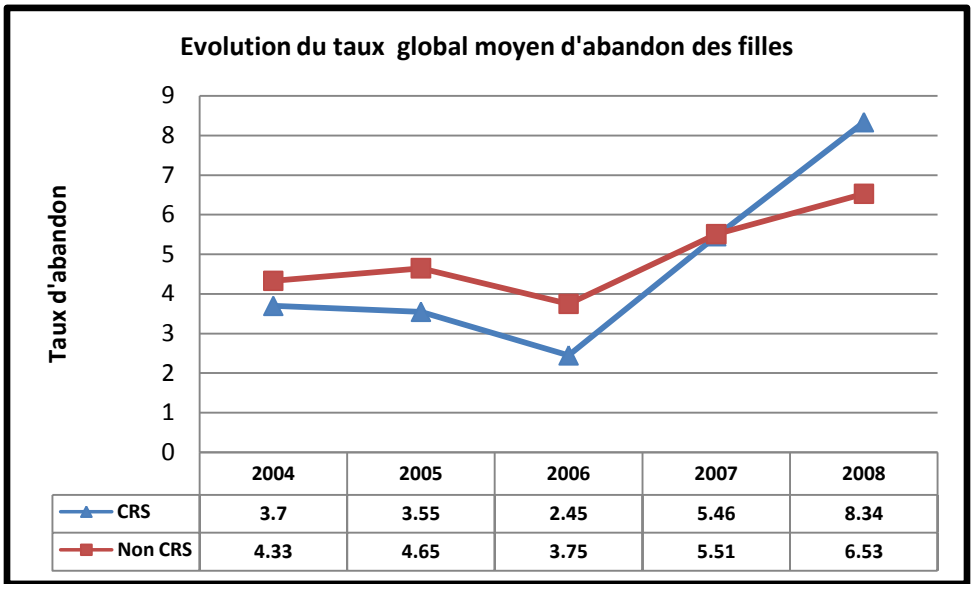
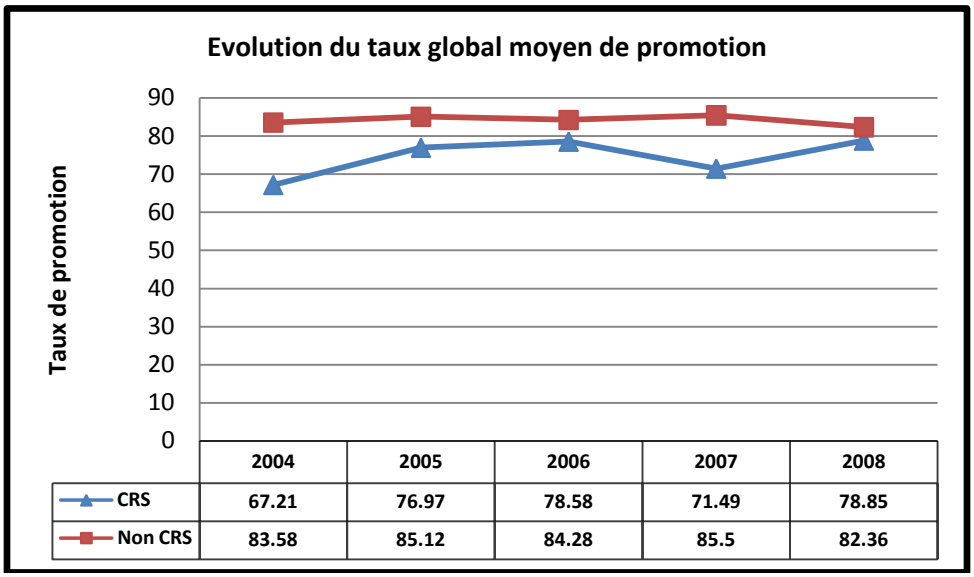
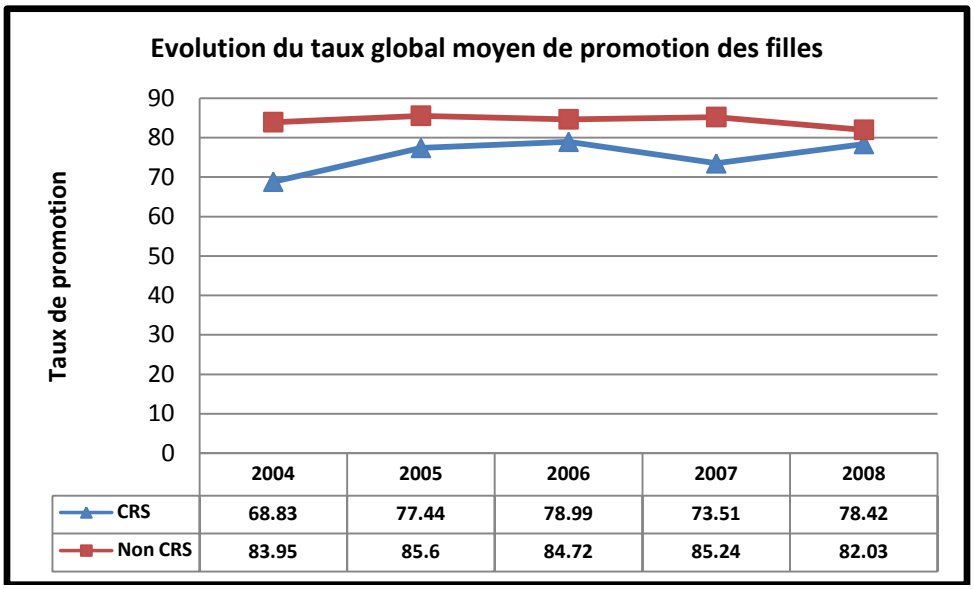


Figure 11 : Evolution des taux globaux de promotion (2004-2008)



	2004	2005	2006	2007	2008
CRS	67.21	76.97	78.58	71.49	78.85
Non CRS	83.58	85.12	84.28	85.5	82.36

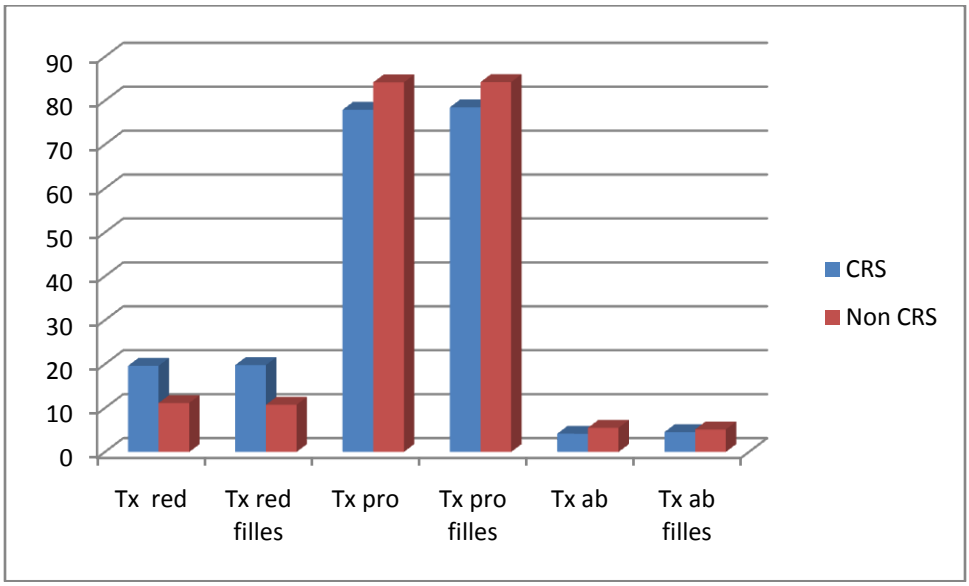
Figure 12 : Evolution des taux de promotion des filles (2004-2008)



	2004	2005	2006	2007	2008
CRS	68.83	77.44	78.99	73.51	78.42
Non CRS	83.95	85.6	84.72	85.24	82.03

Une évaluation des taux moyens cumulés entre 2004 et 2008 par type d'école se présente comme suit (graphique). Les écoles non appuyées par CRS présentent une meilleure situation par rapport au redoublement et aux promotions. Pour ce qui est des abandons, la situation est légèrement en faveur des écoles CRS.

Figure 13 : Taux moyens des redoublements et promotions par type d'écoles



L'estimation des moyennes de redoublements, promotions et abandons sur la base de données enregistrées entre 2004 et 2008 permet de constater ce qui suit par groupe de retrait :

- Le groupe de 2005 est celui qui a les taux de redoublements les plus bas (6.17%). Ils ont aussi les taux de promotions les plus élevés (84.94%). Par contre les abandons sont aussi plus nombreux dans ce groupe (6.17%). On ne peut pas pour autant soutenir que cette situation s'explique par la question des cantines scolaires dans la mesure où ce groupe bénéficie de l'intervention de PAM dans ce secteur (avec même deux repas journaliers par enfant). Les raisons des abandons doivent être recherchées dans la dimension pastorale de la zone (dans ces zones en effet, les enfants sont constamment sollicités par les parents dans le domaine du gardiennage des troupeaux et leur conduite au pâturage et aux points d'eau. Le gardiennage des animaux par les enfants a très souvent pour prix leur retrait du circuit de la scolarisation). Quoiqu'il en soit, il est un fait que nos données sont en phase avec celles du MEBA pour qui, en moyenne le pourcentage de redoublants au Sahel est de 5,2% en 2008-2009. Il a tendance à s'accroître avec la progression dans le cycle et est assez élevé au CM2 (16%).

- Les groupes de 2007 et 2008 sont dans des proportions voisines par rapport aux trois indicateurs. S'il est vrai que leurs taux de redoublements sont plus élevés que ceux du premier groupe, leurs taux de promotions sont quasi similaires ;

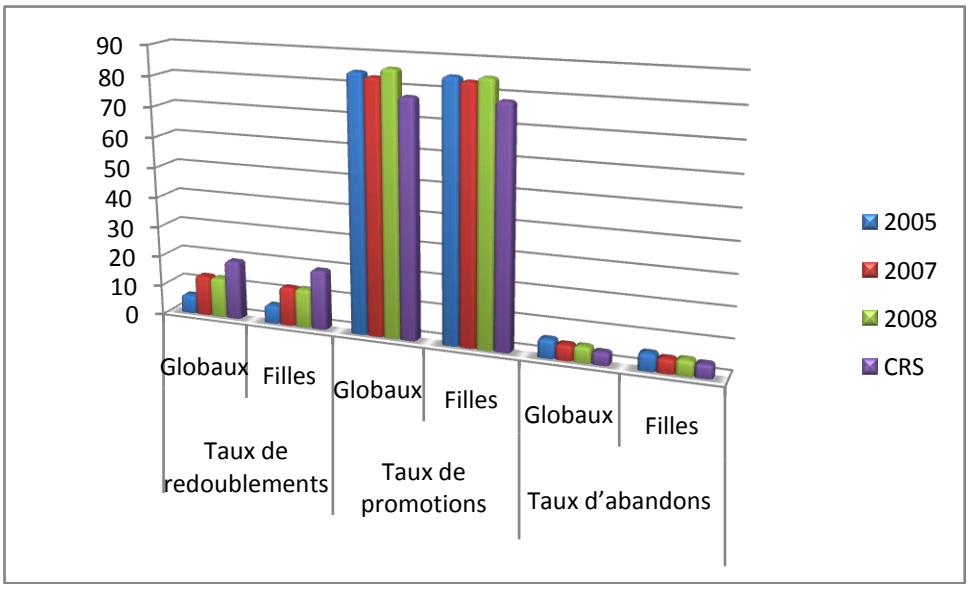
- Le groupe CRS demeure celui dont les taux de redoublements sont les plus élevés (19.60%), les taux de promotions sont les plus bas (77.91%). C'est dans ce groupe qu'on enregistre le moins d'abandons (4.15%).

Tableau 9 : Redoublements, promotions et abandons par groupe de retrait

Groupe (Retrait)	Taux de redoublements		Taux de promotions		Taux d'abandons	
	Globaux	Filles	Globaux	Filles	Globaux	Filles
2005	6.17	6.12	84.67	84.94	6.17	5.73
2007	13.41	12.76	83.30	83.69	5.15	4.75
2008	13.21	12.85	86.25	85.19	5.22	5.12
CRS	19.60	19.79	77.91	78.48	4.15	4.55

Source: Données de terrains (CEB), 2009

Figure 14 : Redoublements, promotion et abandons suivant le groupe de retrait



A travers le temps (2004-2008) on observe une fluctuation des situations. Ainsi pour le groupe de 2005, les taux de redoublements passent de 10.56% en 2004 à 2.37% en 2008. Dans le même temps, les taux globaux d'abandons sont en augmentation (de 3.67% à 8.75%). Pour ce qui du groupe de 2007, les taux de redoublements sont quasi constants (12.69% et 13.40%). Il en est de même pour les taux d'abandons (4.70% et 4.78%). Pour le groupe de 2008, on observe une baisse sensible des taux de redoublements (16.51% en 2004 contre 9.56% en 2008) et une baisse des taux d'abandons de 6.74% à 3.75%. Paradoxalement, dans le groupe CRS, les taux de redoublements sont passés de 14.12% à 23.79% et les taux d'abandons augmentent de 3.75% à 6.38%.

Tableau 10 : Evolution des redoublements, promotions et abandons par groupe de retrait

Groupe (Retrait)	Années	Taux de redoublements		Taux de promotions		Taux d'abandons	
		Globaux	Filles	Globaux	Filles	Globaux	Filles
2005	2004	10.56	10.74	-	-	3.67	2.76
	2005	8.02	5.71	-	-	6.28	8.09
	2006	7.66	7.90	91.86	93012	1.92	1.31
	2007	4.83	4.27	84.45	82.99	6.17	6.23
	2008	2.37	2.53	77.76	79.08	8.75	8.57
2007	2004	12.69	12.74	82.86	83.32	4.70	4.73
	2005	16.08	14.98	84.31	84.68	5.33	4.95
	2006	21.97	18.97	77.71	78.94	5.98	4.42
	2007	11.11	11.05	85.47	85.93	5.09	4.85
	2008	13.40	12.20	84.11	83.88	4.78	4.70
2008	2004	16.51	19.10	86.30	86.49	6.74	7.06
	2005	12.18	12.97	88.85	89.79	2.81	1.93
	2006	15.33	14.60	86.53	85.36	5.33	5.23
	2007	9.71	9.89	88.22	87.31	6.55	6.07
	2008	9.56	6.13	82.45	79.35	4.58	5.65
CRS	2004	14.12	14.13	67.21	68.83	3.75	3.70
	2005	18.01	17.38	76.97	77.44	3.09	3.55
	2006	18.36	18.46	78.58	78.99	2.52	2.45
	2007	24.30	22.47	71.49	73.51	5.12	5.46
	2008	23.79	28.21	78.85	78.42	6.38	8.34

Source: Données de terrains (CEB), 2009

Une lecture par province montre que l'Oudalan et le Kouritenga affichent les taux de redoublement les plus faibles, alors que le Loroum, le Yatenga et le Namentaga ont les taux les plus élevés. Par rapport à la promotion, le Namentenga occupe le dernier rang (64.59%) et c'est du reste cette province qui influence négativement le taux de promotion en zone CRS. Les meilleurs taux de promotion reviennent au Boulgou, au Seno, au Kouritenga et au Kourweogo. Les meilleurs taux d'abandons se rencontrent au Loroum (1.29%), au Boulgou (2.79%) et au Sanmatenga (3.05%). L'Oudalan (6.48%) et le Yatenga (6.25%) ont les taux d'abandons les plus élevés (cf. Tableau 11 et Figures 15,16, 17).

Tableau 11 : Redoublements, promotions et abandons par province

Province	Taux de redoublements		Taux de promotions		Taux d'abandons	
	Globaux	Filles	Globaux	Filles	Globaux	Filles
Boulgou	14.79	14.09	87.01	85.55	2.79	3.43
Kouritenga	5.75	6.40	86.94	87.49	4.50	4.12
Namentenga	19.80	20.75	64.59	65.15	5.33	6.49
Oudalan	5.72	5.86	84.46	84.64	6.48	6.16
Sanmatenga	17.10	17.13	-	-	3.05	2.63
Seno	7.07	6.66	87.84	89.42	5.82	5.20
Yatenga	19.60	18.66	78.88	79.28	6.25	5.67
Kourweogo	13.21	12.85	86.25	85.19	5.22	5.12
Loroum	22.11	20.80	83.32	83.56	1.49	1.29

Source: Données de terrains (CEB), 2009

Figure 15 : Taux de promotions par province

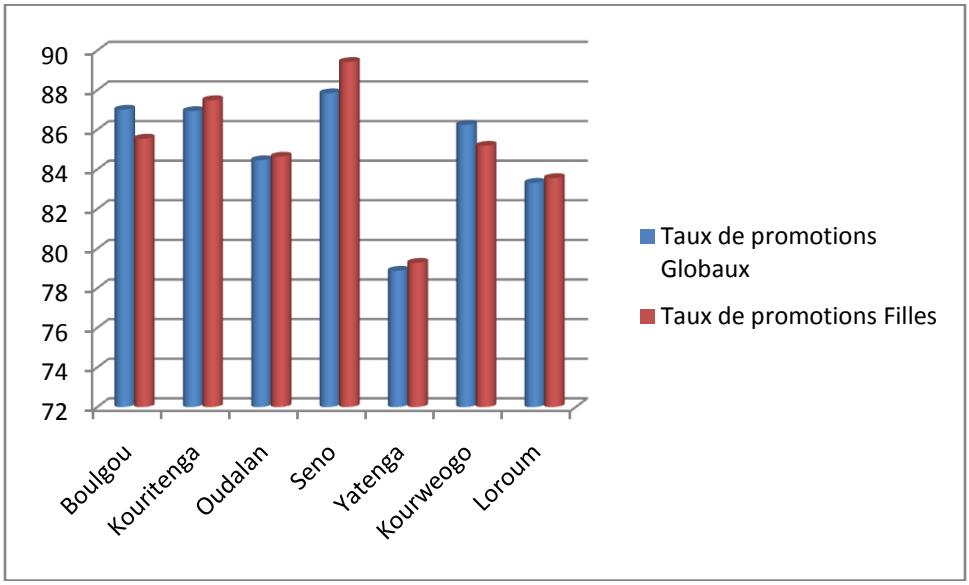


Figure 16 : Taux d'abandons par province

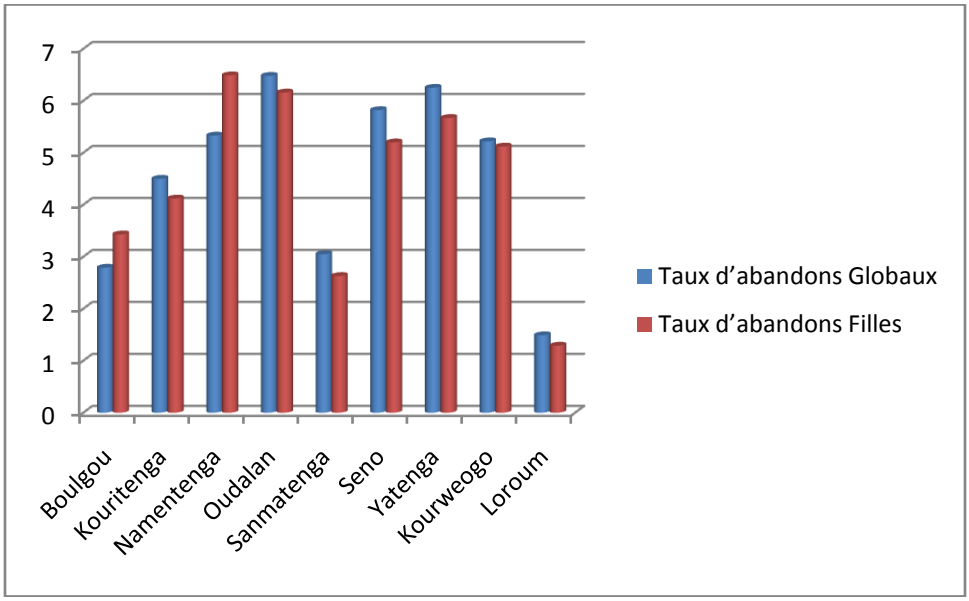
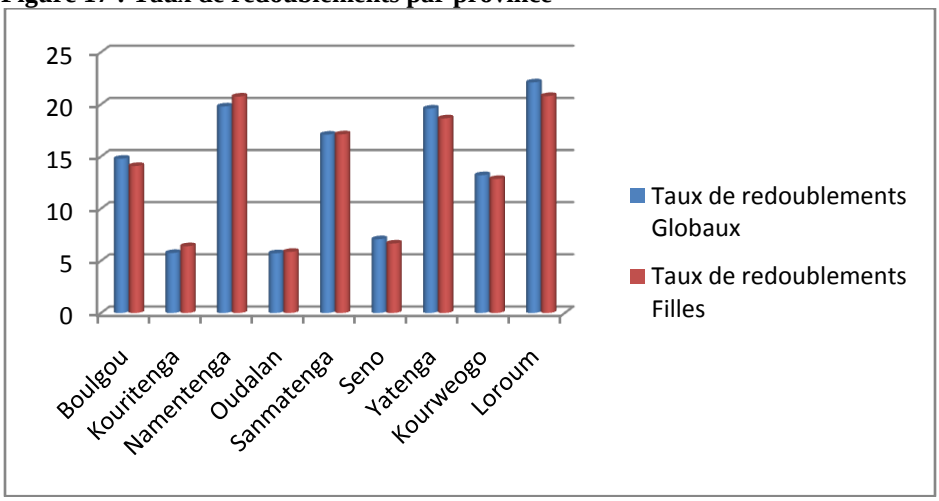


Figure 17 : Taux de redoublements par province



IV. EFFETS, IMPACTS ET DURABILITÉ

4.1. Amélioration de l'éducation par l'appui aux cantines scolaires

Dans ce domaine, des résultats éloquents peuvent être mis à l'actif du programme. Ils ont été enregistrés en matière de recrutement d'enfants à l'école, de fréquentation, de maintien dans le circuit scolaire et de performances. Au regard des résultats les impacts suivants peuvent être relevés :

- A court terme :
  - L'appui aux cantines a suscité chez les parents des dispositions à inscrire les enfants) à l'école,
  - Des enfants exigent de leurs parents d'être inscrits à l'école. Dans certains cas, il a été même rapporté des auto-inscriptions d'enfants.

  Toutefois il ressort de la plupart des entretiens que les enfants sont surtout motivés par la nourriture. Même des enfants qui n'ont pas l'âge requis pour aller à l'école, réclament de leurs parents d'être inscrits. Des maîtres ont raconté qu'ils sont constamment interpellés par des petits enfants dans ce sens. En réalité, les élèves et les petits enfants n'ont pas conscience que les repas servis visent à améliorer la fréquentation et les résultats scolaires.
  - Une réduction de l'absentéisme et en conséquence une amélioration de la fréquentation,

  Avec les cantines, les enfants arrivent tôt à l'école et ne rentrent souvent qu'après 17 heures. Il s'ensuit que leur résultat s'en trouve amélioré. En réalité, il y a un concours de circonstances : i) les trajets A/R du midi et de 15 h est supprimé, ce qui réduit la fatigue de la journée pour les enfants qui habitent loin de l'école, ii) la période de la sieste passée à l'école leur permet de se recréer et d'étudier ; ce qui n'aurait peut être pas été le cas s'ils étaient à la maison surtout les filles avec les corvées domestiques.
  - Soulagement des familles par rapport aux repas des enfants,
  - Amélioration des conditions de travail des enseignants dans la mesure où les enfants ne somnolent plus en classe et écoutent mieux,

- A moyen et long terme :
  - Une conscientisation des élèves sur la nécessité d'apprendre les leçons (déjà beaucoup d'élèves restent à l'école à midi et apprennent les leçons)
  - L'amélioration des rendements scolaires,
  - Le développement de l'esprit de solidarité entre les élèves,
  - Amélioration du statut nutritionnel des élèves et partant de leur état de santé.ela s'observe surtout dans les cas des bisongo où les repas servis permettent de réduire les cas de malnutrition.

4.2. La responsabilisation des communautés par rapport aux cantines

Dans ce secteur, plusieurs actions ont été initiées en direction des communautés. Il s'agit de : i) forum national et fora régionaux, ii) visites d'échanges, iii) jardins scolaires, iv) sensibilisations à travers des média, v) rencontre avec des membres de bureaux APE et AME. Les impacts sont :

- A court terme :
  - Des parents ont entrepris des activités de collectes de céréales et des cotisations pour prendre en charge les cantines

En la matière, selon les données de la DAMSE, en 2009 on dénombre 4500 écoles dotées de cantines à travers tout le pays. Un impact lié à cette situation est l'amélioration de la gestion des stocks d'aliments. Comme le reconnaissent les responsables de la DAMSE et du projet cantines scolaires, ''Au niveau des cantines endogènes, les populations sont très impliquées et regardant par rapport à la gestion. Il y a donc peu de risques de détournement''.

Cependant, la collecte de céréales dans le cadre des cantines endogènes se heurte à des difficultés évidentes : les situations de famines et de mauvaises récoltes ne facilitent pas l'activité, certains parents ne peuvent pas contribuer. Ainsi dans les provinces concernées par le retrait, on regrette déjà la période CRS. De l'avis d'un contrôleur d'une CEB, ''Au temps de CRS, les enfants étaient gâtés''. Des parents d'enfants soutiennent cette assertion car pour eux du temps de CRS c'était des repas variés et pas connus des enfants et cela attirait les enfants. C'est pourquoi on est tenté de s'accorder avec ce témoignage qui soutient que certains parents n'envoient pas leurs enfants au bisongo pour l'éducation ou pour être moins chargés, mais pour la nourriture. Tel est aussi l'avis d'un enseignant de Boussouma C''On sent que certains viennent à l'école pour la cantine. Il y a même des enfants intelligents qui inventent des maladies pour ne pas venir à l'école lorsqu'il n'y a pas de cantine''.

- Des AME ont pris des initiatives pour assurer la cuisine

- A moyen et long terme
  - La mise en place de champs entretenus par les communautés dont les récoltes sont destinées aux cantines
  - La leçon a été tirée qu'un secteur aussi important que l'appui aux cantines scolaires ne pouvait pas dépendre totalement de l'assistance extérieure.

Le retrait de certaines zones a permis une prise de conscience de la part des communautés et un engagement aussi bien de celles-ci que du gouvernement à prendre en charge les cantines. Et pour un directeur d'écoles, à travers les cantines endogènes, le CRS a formé les communautés à pouvoir se prendre en charge. Les parents prennent de plus en plus conscience que la famille (cellule de base de la société) est la première responsable de la prise en charge de l'enfant. Les cantines endogènes sont caractérisées par des forces et faiblesses qui sont énumérées ci-dessous :

<u>Forces des cantines endogènes</u>

- Gestion par les APE/AME ;
- Un moyen de faire participer activement les membres des APE/AME et d'intéresser les parents à la vie de l'école notamment sa composante alimentation ;
- Participation communautaire : les AG (Assemblée Générale) au cours desquelles se décident démocratiquement les quantités de vivres à cotiser est un exercice de la démocratie à la base ;
- Application du principe de non discrimination et esprit de solidarité: les élèves dont les parents n'ont pas pu honorer leur part de contribution ne sont pas privés de repas ;
- Soulagement des parents par rapport à la charge d'alimentation des enfants ;
- La cantine est organisée parce qu'il y a des élèves qui viennent de loin (voire de villages voisins). Ces enfants sont démunis et viennent souvent à l'école le ventre vide. En ville, beaucoup d'élèves ne trouvent pas leurs parents à la maison quand ils rentrent à midi. Certains sont obligés d'aller se balader au marché.

Faiblesses des cantines endogènes

Tous les parents d'élèves n'arrivent pas à honorer l'exigence de contribution en vivres à la cantine scolaire comme cela est le cas de l'école nord de Koupéla ou au cours de l'année 2008-2009, sur plus de six cents (600) élèves, moins de trois cents (300) parents ont pu apporter leur part de vivres. Par conséquent, la cantine n'a fonctionné que pendant deux (02) semaines (une semaine en Avril et une semaine en mai). Parmi les écoles visitées, le même problème existe dans la plupart comme c'est le cas à Kora dans le Bam. Plusieurs raisons expliquent cette incapacité de contribuer à la collecte de vivres au profit des cantines endogènes selon les personnes interviewées. On peut retenir :

- Certains parents ont plusieurs enfants inscrits et de ce fait ne peuvent faire face aux quantités requises,
- Les mauvaises récoltes constituent une limite,
- Les habitudes de l'assistance font que certains parents adoptent une attitude attentiste dans l'espoir d'un appui extérieur.

4.3. Durabilité du programme de retrait

Au chapitre de la durabilité, on peut noter que certes les cantines ont un impact sur la fréquentation, le recrutement et le maintien des enfants dans le circuit scolaire, mais il s'agit d'un équilibre précaire :

- Les parents ont affiché une faible capacité à ravitailler les cantines endogènes en raison des aléas climatiques qui jouent négativement sur les récoltes, du contexte général de pauvreté ;
- La plupart des parents n'ayant pas compris tous les enjeux liés à l'école, les cantines endogènes auront du mal à s'inscrire dans la pérennité. Cependant avec une bonne sensibilisation, il est possible d'atteindre des niveaux intéressants de collecte. C'est du reste le cas au Bam pour 2008-2009 (situation en décembre) : 64 T de sorgho, 20 T de petit mil, 66 T de haricot et 1 514 000 ont été collectés à l'échelle de 200 écoles.
- Des conflits entre enseignants et communautés risquent de fragiliser les cantines endogènes. D'une part des enseignants contestent aux APE-AME la compétence de gérer une cantine et d'autre part des parents s'estiment insuffisamment impliqués à la gestion.
- Les difficultés du gouvernement a faire face a la forte demande en cantines

Une des conséquences de cet équilibre précaire est le risque d'abandon de l'école par les enfants. En effet, quand la cantine cesse de fonctionner pendant quelques jours les pratiques d'écoles buissonnières recommencent. Des enseignants témoignent même que leurs écoles ont dû dans certains cas fonctionner à mi journées parce que lorsque les enfants rentrent à midi, ils ne reviennent plus.

V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Il y a un écart manifeste entre la conviction des acteurs du système scolaire que les indicateurs d'éducation sont négativement affectés par le retrait de CRS et le témoignage des données statistiques. En effet pour la totalité des informateurs, le retrait aurait joué négativement sur les inscriptions, la promotion, les redoublements et les abandons. Toutefois, l'analyse des statistiques collectées dans les CEB montre que seuls les abandons se comportent différemment entre zone CRS et zone de retrait. Dans les zones de retraits on note une importance des abandons ; cela laisse supposer que ceux-ci représentent le meilleur indicateur d'appréciation des impacts du retrait dans ces zones. Le PDDEB et la reforme de l'éducation de 2007 à travers la construction de classes, la gratuité de la scolarisation et les dotations en fournitures scolaires ont certainement créé les conditions pour une forte tendance à l'inscription des enfants à l'école. Ce, en réduisant partiellement la hantise des parents par rapport aux charges de scolarisations. Dès lors, quelques efforts additionnels en direction des cantines devraient permettre d'améliorer au mieux la situation ; d'où les recommandations ci-après :

Au MEBA

- Renforcer les capacités des services techniques et les doter en moyens à même de leur permettre de mieux suivre les cantines par le moyen d'une sensibilisation accrue au processus d'endogénisation,
- Réexaminer les conditions d'appui aux cantines en se focalisant sur les zones à insécurité alimentaire chronique et en couvrant surtout les périodes de soudure et d'examens,

- Instaurer et/ou renforcer les cellules mobilisation sociales des DPEBA afin qu'elles s'investissent du rôle de porteur de l'endogénisation des cantines.

Au CRS

- Renforcer et poursuivre les dotations en matériels permettant l'entretien de champs et jardins scolaires par les communautés,
- Le retrait doit être progressif et non brusque (c'est du reste dans cette perspective que s'est inscrite la démarche de CRS). Tout en diminuant progressivement les dotations, il faut envisager d'accompagner les communautés dans la mobilisation de leur part contributive,
- Utiliser le théâtre forum (support participatif interactif adapté dans un contexte rural dominé par l'analphabétisme) pour sensibiliser davantage les communautés à l'idée de la cantine endogène (IEC),
- Initier une étude de capitalisation sur les expériences de prises en charge des cantines (communautés, MEBA, CRS, PAM, coopération décentralisée) et organiser des visites d'échanges entre parents autour des cas de succès.

Aux communautés

- La mission recommande aux communautés de prospecter le circuit de la coopération décentralisée pour accompagner la dynamique d'endogénisation des cantines ;
- Œuvrer à inculquer à ses membres la nécessité d'une auto prise en charge.

Encadré 1 : Témoignages de terrain

Cas d'écoles :

Le jour…..

Dans l'école de Napalgué (Bam) : les parents d'élèves n'ont pas attendu l'ère de la cantine endogène pour s'y engager. Dès 1999, à la construction de l'école, témoignent-ils nous avons commencé la collecte, parce que nous ne nous attendions pas à un appui extérieur. Nous avons vu que les enfants, avec la distance, s'ils ne mangent pas sur place, peuvent venir en retard à 15 heures.

Nous avons commencé la collecte avec 10 boites de céréales par élève, actuellement nous sommes à 7 boites du fait des mauvaises récoltes. Dans le même temps, l'école entretient un jardin d'école.

Lorsqu'on recherche la raison d'un tel engagement, les parents répondent qu'il vaut mieux compter sur soi-même et si par un hasard quelconque une aide arrivait ce serait tant mieux.

Dans l'école de Kamsé (Sanmatenga) : les parents ont vite réagi aux sensibilisations entreprises par CRS. Ainsi, ils ont instauré une collecte de céréales en vue de faire face à la période d'octobre à décembre pour laquelle, ils n'ont pas d'appui CRS. Un membre APE se veut déterminé : ''En cas de retard, il y a des conséquences mais nous ne laisserons pas les choses se dégrader, on fera tout ce qui est possible pour nourrir les élèves. Pourvu qu'il pleuve.

…et la nuit

Dans l'école de Kora : ici des parents ont collecté 832 kg de haricot, mais la cantine n'a pas fonctionné une minute. Et pour cause, les parents disent avoir été sensibilisés à la collecte avec des conditions. ''On nous dit que si on collectait on allait avoir un appui et nous attendions cet appui pour commencer la cantine''. L'appui n'étant jamais venu, la cantine n'a jamais commencé. Le haricot a été exposé aux attaques des insectes et une partie a été vendue à 80 000 F.

Pourtant dans cette même école, un enseignant témoigne : ''Dans une classe de CM1 j'ai 5 élèves qui viennent de 4 km. Je suis obligé de leur donner le reste de mon repas. Le retrait a été brusque, on sent que les enfants ne sont pas en forme. Nous sommes gênés de dire aux parents de collecter parce qu'ils n'ont rien récolté. '' Et un autre enseignant de poursuivre ''Ils somnolent en classe, ils sont fatigués parce qu'ils ne mangent pas''.

Leçons apprises :

- Il y a une hétérogénéité de dispositions de la part des communautés en matière de mise en place de cantine endogène. Elles n'ont ni les mêmes capacités, ni la même détermination/mobilisation. Il suit que les stratégies doivent être adaptées aux spécificités locales ;
- La volonté des populations à appuyer les cantines est tributaire des aléas climatiques. Ainsi les jardins et les champs scolaires sont dans certaines zones des alternatives scolaires (pauvreté des sols et faiblesses des précipitations). Dans ces zones des appuis en intrants et semences améliorées doivent être entrepris ;
- Les réductions des quantités de vivres ne permettent qu'un appui de 3 ou 4 mois. Il devient alors indispensable de cibler les périodes critiques pour faire fonctionner les cantines (période de soudure et des examens).

VI. ANNEXES

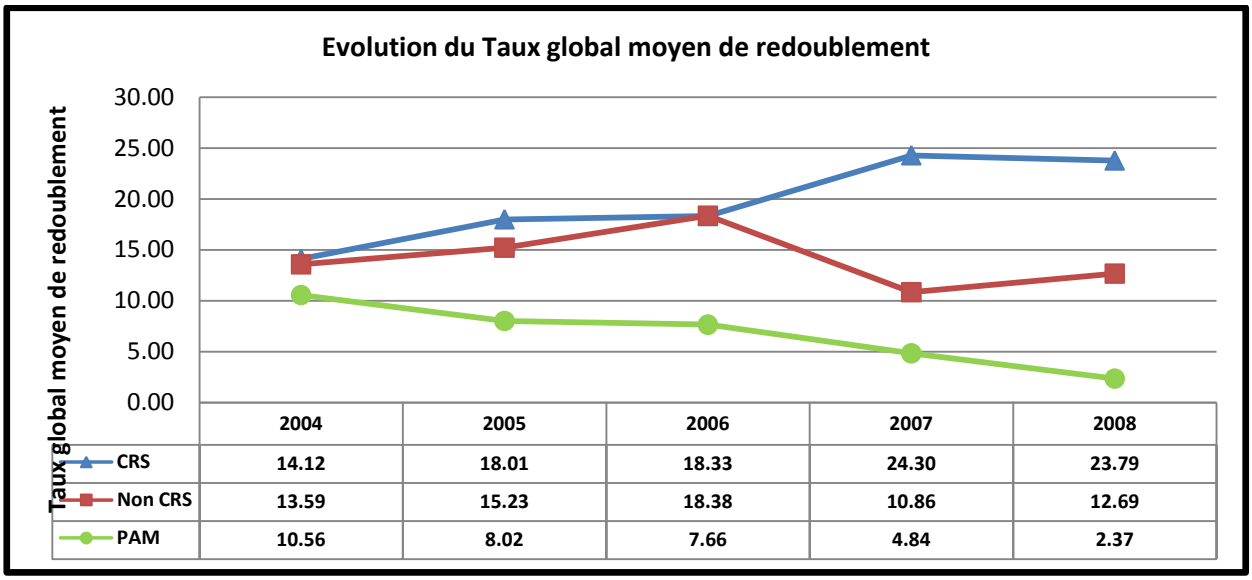
CHRONOGRAMME D'INTERVENTION SIMPLIFIÉE

SEQUENCE	**Acteurs**	**Résultats attendus**	**Durée (jours)**
Réglage méthodologique Préparation et finalisation des outils	- Consultants - Commanditaire	- La compréhension et la démarche sont harmonisées	5
Investigation sur le terrain et restitution aux acteurs	- Consultants - Prestataire - Bénéficiaires - Partenaires	- Les données fiables sont collectées - La synthèse est restituée	7
Analyse des données et rédaction des rapports	- Consultants	- Les données sont traitées et analysées - Un rapport provisoire est disponible - Les observations sont formulées et intégrées	14
Total			**26**

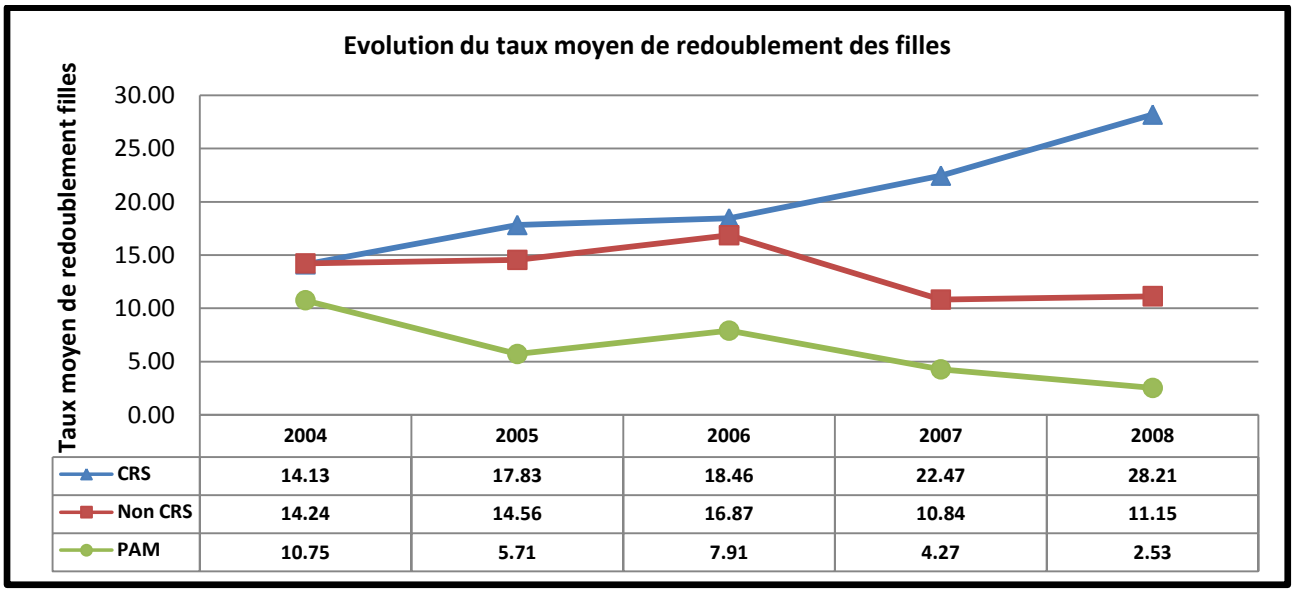
CALENDRIER DES ACTIVIITES (PROGRAMME DE TRAVAIL)

ACTIVITES	CONTENU	Mois 1				Nombre de jours		
		S1	S2	S3	S4	Terrain	Siège	Total
1. Réglage méthodologique	Rencontre avec le commanditaire Rencontre des services techniques Reconnaissance de la zone Planification et prise de rendez-vous Recherche documentaires Adaptation des outils	▪▪▪					5	5
2. Collecte et analyse des données	Entretiens Focus Observations Visites de sites Traitement et analyse	▪▪▪▪▪▪▪				7		7
3. Traitement et analyse des données et rédaction des rapports				▪▪▪▪			14	14
Total						**7**	**19**	**26**

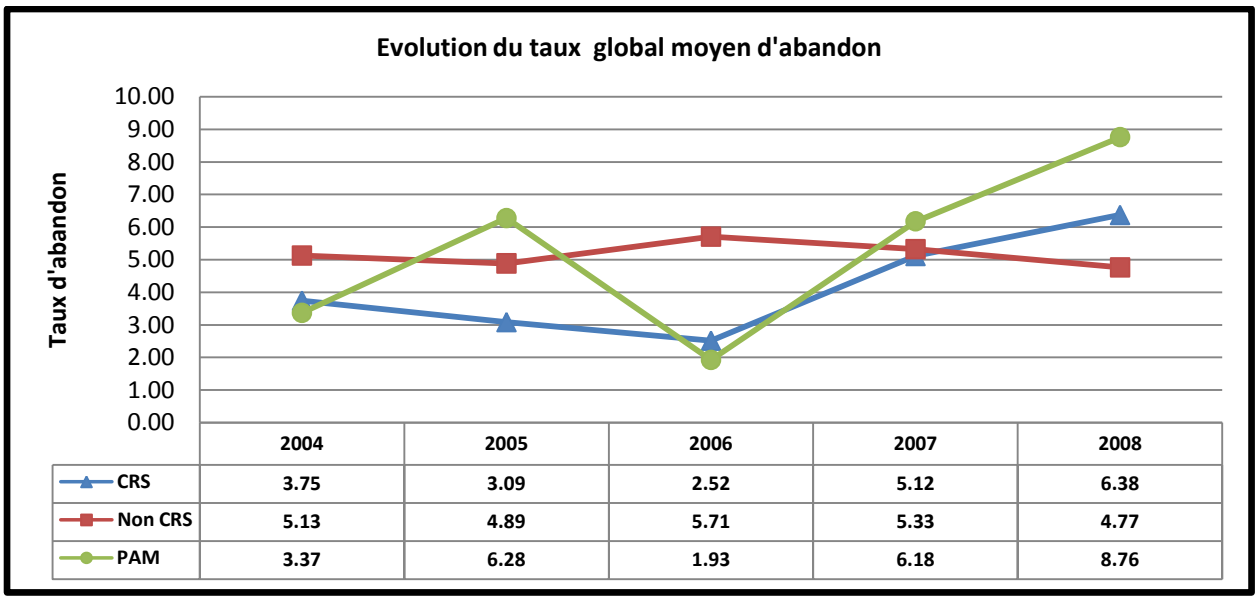
ANNEXE # : **COMPARAISON DES DIFFERENTS INDICATEURS POUR LES ECOLES CRS, NON CRS ET PAM.**



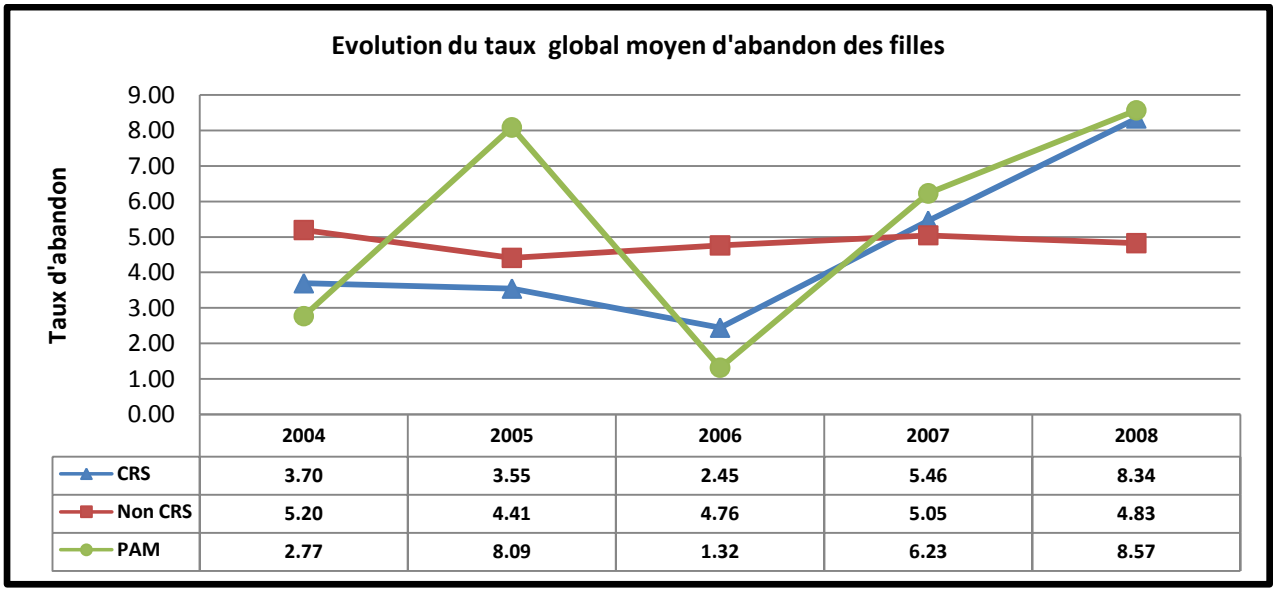
	2004	2005	2006	2007	2008
CRS	14.12	18.01	18.33	24.30	23.79
Non CRS	13.59	15.23	18.38	10.86	12.69
PAM	10.56	8.02	7.66	4.84	2.37



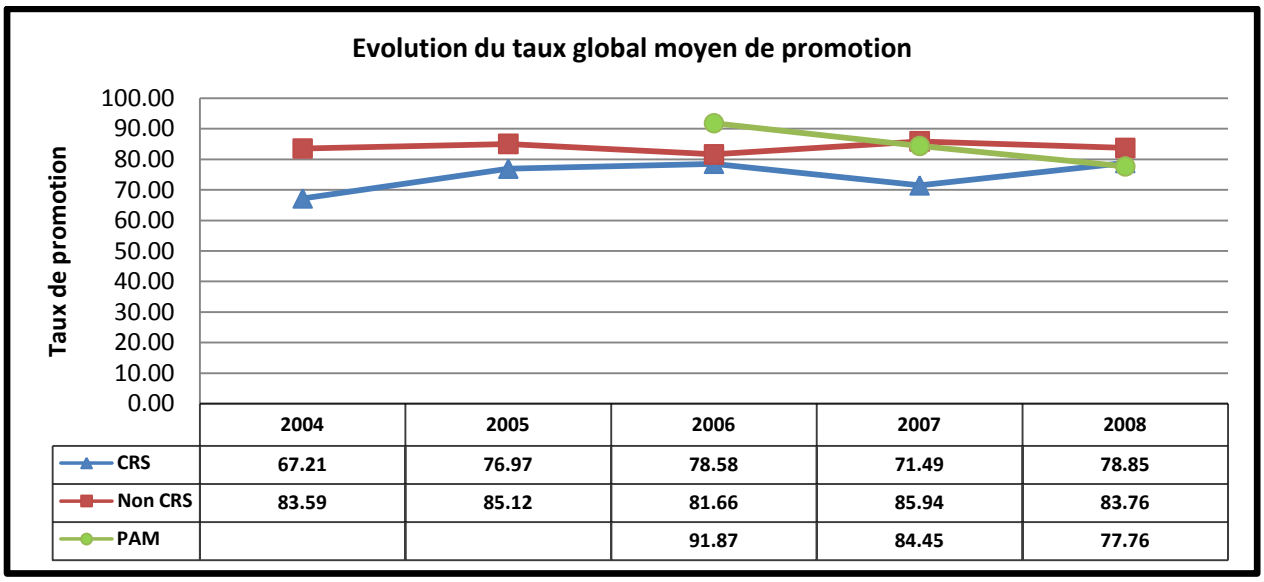
	2004	2005	2006	2007	2008
CRS	14.13	17.83	18.46	22.47	28.21
Non CRS	14.24	14.56	16.87	10.84	11.15
PAM	10.75	5.71	7.91	4.27	2.53



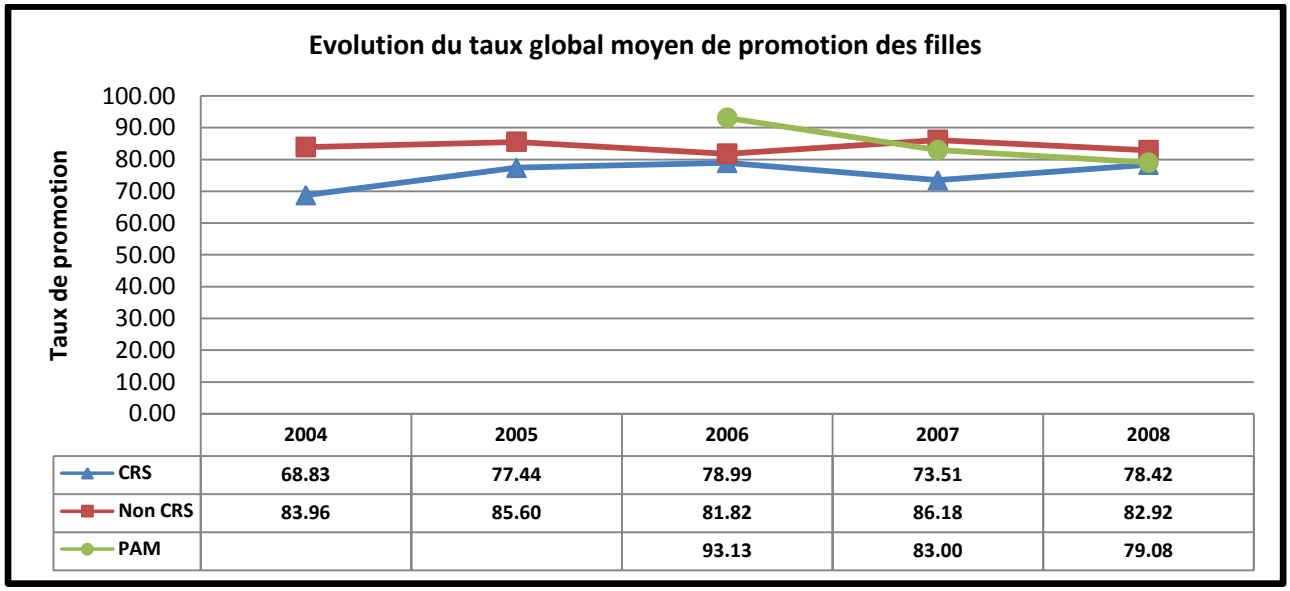
	2004	2005	2006	2007	2008
CRS	3.75	3.09	2.52	5.12	6.38
Non CRS	5.13	4.89	5.71	5.33	4.77
PAM	3.37	6.28	1.93	6.18	8.76



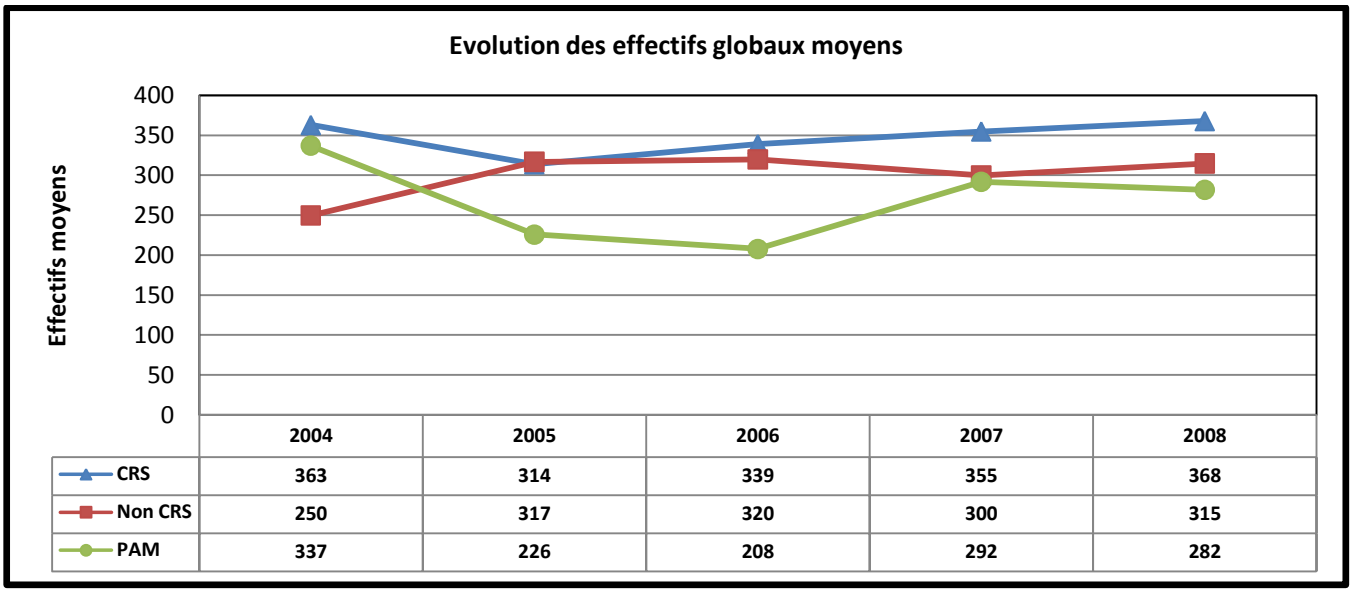
	2004	2005	2006	2007	2008
CRS	3.70	3.55	2.45	5.46	8.34
Non CRS	5.20	4.41	4.76	5.05	4.83
PAM	2.77	8.09	1.32	6.23	8.57



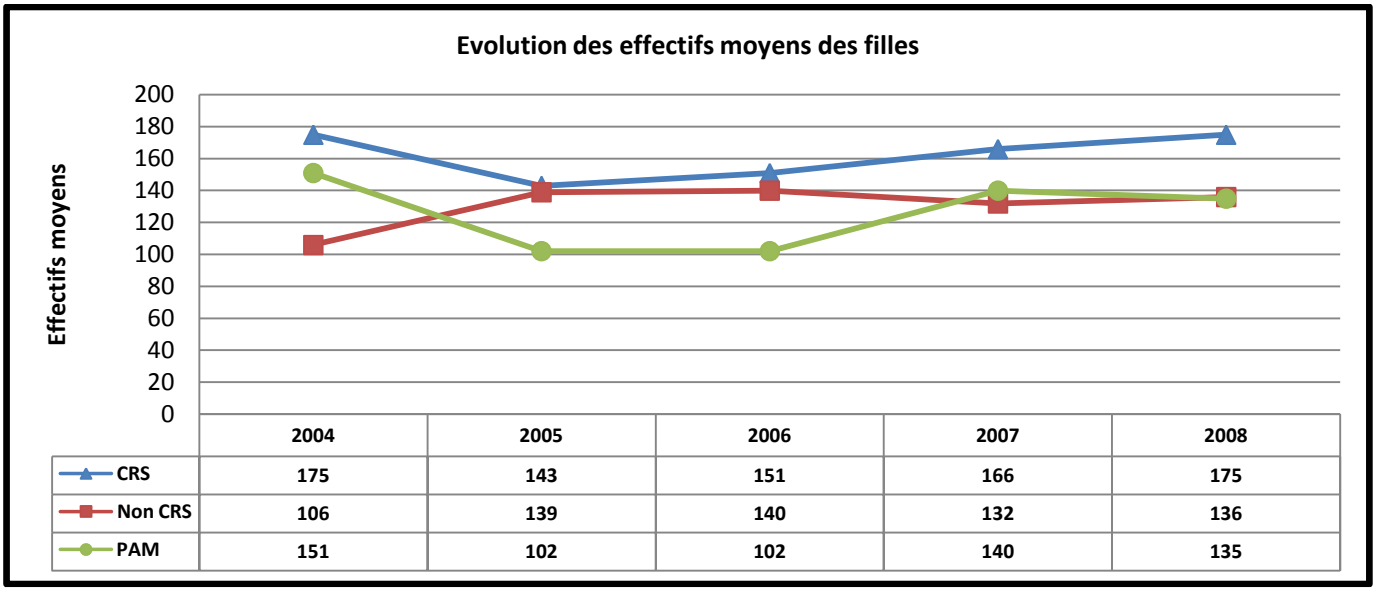
	2004	2005	2006	2007	2008
CRS	67.21	76.97	78.58	71.49	78.85
Non CRS	83.59	85.12	81.66	85.94	83.76
PAM			91.87	84.45	77.76



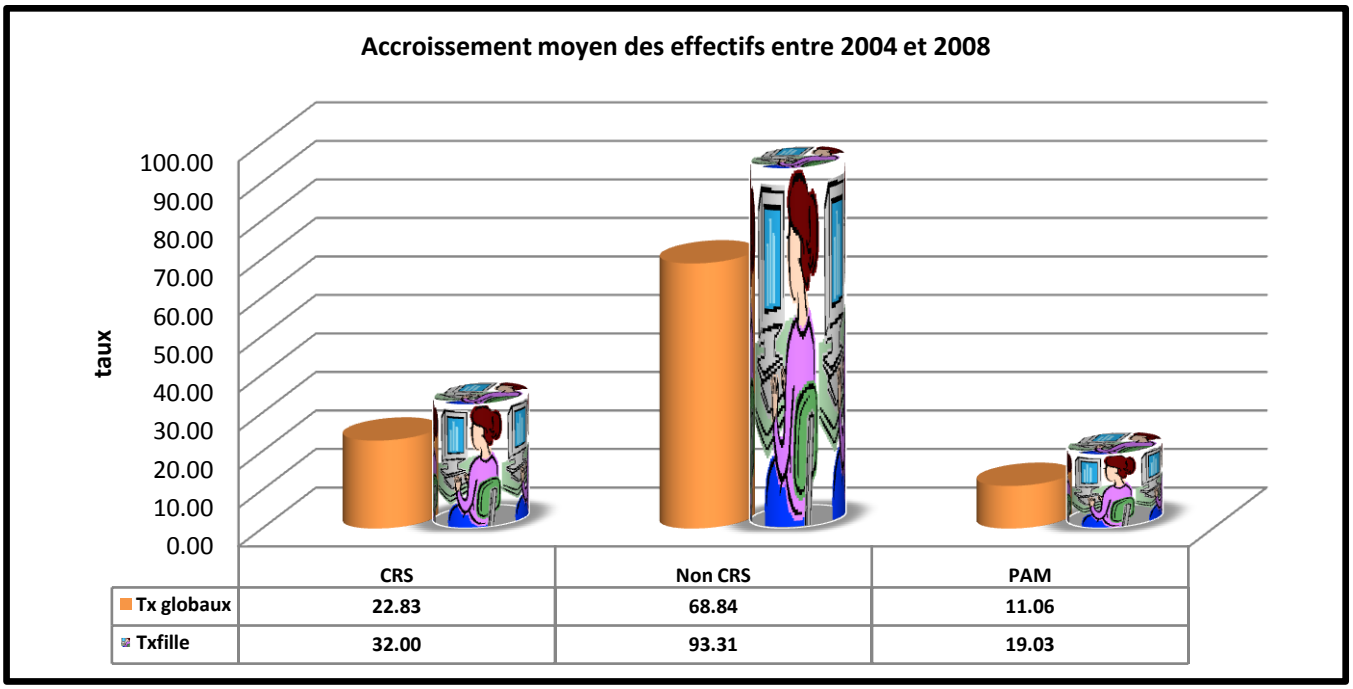
	2004	2005	2006	2007	2008
CRS	68.83	77.44	78.99	73.51	78.42
Non CRS	83.96	85.60	81.82	86.18	82.92
PAM			93.13	83.00	79.08



	2004	2005	2006	2007	2008
CRS	363	314	339	355	368
Non CRS	250	317	320	300	315
PAM	337	226	208	292	282



	2004	2005	2006	2007	2008
CRS	175	143	151	166	175
Non CRS	106	139	140	132	136
PAM	151	102	102	140	135



	CRS	Non CRS	PAM
Tx globaux	22.83	68.84	11.06
Txfille	32.00	93.31	19.03

CATHOLIC RELIEF SERVICES
BURKINA FASO

EVALUATION DE L'IMPACT DU PROGRAMME D'EDUCATION DE CRS/BF DANS LES ZONES DE RETRAIT

FICHES D'ENQUETE

MAIGA Alkassoum

Juillet 2009

Province:…… code province: |__|__| Année de retrait de CRS/BF :…….. Département:……..

CEB:…….Code CEB : |__|__|__|__|__| Année scolaire :……..……

Nom & prénom enquêteur :……..…… Code enquêteur : |__|__| Date de collecte :…… ../……./2009

F1A : EFFECTIF, PROMOTION, REDOUBLEMENT ET ABANDON/FILLES

Code école	Nom école	Filles																								
		CP1				CP2				CE1				CE2				CM1				CM2				Achev
		EFF	PRO	RED	AB	EFF	PRO	RED	AB	EFF	PRO	RED	AB	EFF	PRO	RED	AB	EFF	PRO	RED	AB	EFF	ADMIS	RED	AB	

Province:…… code province: |__|__| Année de retrait de CRS/BF :…….. Département:……..

CEB:…….Code CEB : |__|__|__|__|__| Année scolaire :……

Nom & prénom enquêteur :……..…… Code enquêteur : |__|__| Date de collecte :…… ../……./2009

F1B : EFFECTIF, PROMOTION, REDOUBLEMENT ET ABANDON/GARCONS

Code école	Nom école	Garçons																								
		CP1				CP2				CE1				CE2				CM1				CM2				Achev
		EFF	PRO	RED	AB	EFF	PRO	RED	AB	EFF	PRO	RED	AB	EFF	PRO	RED	AB	EFF	PRO	RED	AB	EFF	ADMIS	RED	AB	

Province:…… code province: |__|__| Année de retrait de CRS/BF :…….. Département:……..

CEB:…….Code CEB : |__|__|__|__|__|

Nom & prénom enquêteur :……..…… Code enquêteur : |__|__| Date de collecte :…… ../……./2009

F2A: INSCRIPTIONS/FILLES

Code Ecole	Nom Ecole	Filles																							
		CP1				CP2				CE1				CE2				CM1				CM2			
		05	06	07	08	05	06	07	08	05	06	07	08	05	06	07	08	05	06	07	08	05	06	07	08

Province:…… code province: |__|__| Année de retrait de CRS/BF :…….. Département:……..

CEB:…….Code CEB : |__|__|__|__|__|

Nom & prénom enquêteur :……..…… Code enquêteur : |__|__| Date de collecte :…… ../……./2009

F2B: INSCRIPTIONS/ GARCONS

Code Ecole	Nom Ecole	Garçons																							
		CP1				CP2				CE1				CE2				CM1				CM2			
		05	06	07	08	05	06	07	08	05	06	07	08	05	06	07	08	05	06	07	08	05	06	07	08

GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES Directeurs d'écoles et les parents d'élèves

1) Présentation (informateurs, situation de votre école, type de cantine)

2) Date de création

3) Caractérisation de la cantine (fonctionnement, forces, faiblesses, niveau de gestion, acteurs impliqués)

4) Connaissance expérience CRS (type de cantines, nature de l'appui) Appréciation de l'intervention de CRS (démarche, résultats)

5) Changements notés (scolarisation, envoi des enfants à l'école, leur maintien, éducation des filles, résultats scolaires)

6) Difficultés rencontrées avec intervention CRS (comparaison avec d'autres types d'interventions)

7) Ce qui devait être fait et qui ne l'a pas été

8) Pendant la période ou vous avez travaillé avec CRS : Qu'est-ce qui pouvait renforcer l'intervention

9) Risques liés à un retrait

10) Quels sont les impacts du retrait de CRS

Liste de présence (école D de Dori)

N° d'ordre	Nom	Prénom	Fonction
1	Maïga	Sékou	Trésorier APE
2	Maïga	Belco	Secrétaire APE
3	Kaboré	Hado Marc	Directeur
4	Diallo	Oumou Hamidou	Présidente AME
5	Dicko	Aïssatou	Cantinière
6	Dicko	Fatimata	Trésorière AME
7	Maïga	Fatimata	Secrétaire AME
8	Maïga	Mariam	Membre AME
9	Bokoum	Mariam	Membre AME
10	Diallo	Awa	Membre AME

Liste de presence (école Gorom centre)

N°d'ordre	Nom	Prénom	Fonction
1	Maïga	Sadou	Membre APE
2	Laralou	Sidi	Membre APE
3	Moussa	Alzuma	Directeur de l'école
4	Abdoulaye	Boureima	Président APE
5	Maiga	Djènèba Doudou	Membre AME
6	Zongo	Aminata	Chargé à l'information AME

Liste de presence (ecole de Kampiti)

N° d'ordre	Nom	Prénom	Fonction
1	Sawadogo	Yobi	Directeur Directeur
2	Diallo	Amadou	Secrétaire APE
3	Dicko	Harouna Boubacar	Secrétaire à l'info
4	Dialllo	Abu Hama	Membre APE
5	Dicko	Hamadou oumarou	"
6	"	Oumarou Hama	"
7	"	Hamadou Lokka	"
8	Diallo	Ousmane Amadou	"
9	"	Alou Amadou	"
10	Cissé	Nouhoun Amadou	"
11	Diallo	Boubacar Amadou	"
12	"	Amadou Mamoudou	"
13	"	Boubacar Hamidou	Président APE
14	Dicko	Hama Amadou	Membre APE
15	Cissé	Hamadou Ousmane	Trésorier APE
16	Aïssata	Alou Alou	Membre AME
17	Diallo	Hawa Hamidou	"
18	Maïga	Aminata Alhadji	Trésorière AME
19	Diallo	Asmaou Boureima	Secrétaire info AME
20	Diallo	Boureima Sambo	Membre APE

LISTE DE PRESENCE (école de Markoye)

Nom	Prénoms	Fonction
DIPAMA	T. victor	Directeur
MAIGA	Hamadou	Président APE

MAIGA	Hamadou Albeydou	Trésorier APE
HADIZA	Amadou	Présidente AME Trésorière COGES
TAKAWELET	HABADASSALIYA	Secrétaire à la mobilisation AME

LISTE DE PRESENCE (école nord de Koupéla)

Nom	Prénoms	Fonction
BEOGO	Sosthène	Directeur
BANDE	Idrissa	Président de l'APE
KABORE/ZIDA	Sylvie	Vice présidente de l'AME

LISTE DE PRESENCE (école nord de Loanga)

Nom	Prénoms	Fonction
TRAORE	Idrissa	Directeur de l'école
DINDANE	Souleymane	Président de l'APE
KERE	Boureima	Secrétaire général de l'APE
SOULGANE	Therèse	Secrétaire à l'information de l'AME

SCOPE OF WORK FOR THE STUDY ON THE IMPACT OF CRS SCHOOL FEEDING PHASE OUT ON SCHOOLING IN TARGETED PROVINCES IN BURKINA FASO (revised April 20th)

I. Context/justification

Catholic Relief Services is operating in Burkina since 1960 in order to address the food security problem in this country. As evidenced through a deeper analysis of the food security problem Burkina households suffer from three types of food insecurity: chronic, seasonal and transitory. Among the immediate and underlying causes of food insecurity in Burkina Faso, CRS/BF has identified three key leverage points: 1) *poverty/low household revenue*, due to low agricultural productivity and limited access to financial services; 2) *illnesses*; and 3) *illiteracy*.

For the DAP period, CRS/BF Education Support Program has identified 2 strategic objectives and four intermediate results as regards to education in Burkina Faso. The first strategic objective is on the increased of educational opportunities for Burkinabé children, especially girls. The 2 intermediate results linked to this strategic objective are the following: (1) National schools canteen program achieves greater sustainability. (2) More children especially girls enroll in and attend schools

The second strategic objective is the improvement of health and nutrition status for primary school student in Burkina Faso. The 2 related intermediate objectives are Key health behaviors among school children and Consumption of micronutrients and de-worming medication increased.

In order to increase educational opportunities for Burkinabe children, CRS is implementing a school feeding program since the 1960s. Its major objectives are to increase attendance and enrollment and also contributing to greater school achievements. Key activities implemented include: school canteen, girls education, school construction, support to pre-school, and IEC. The program initially covered the whole country then, due to resources constraints, was compelled to progressively phase out the program. During the implementation of its DAP 2004-2009, it phased out from 23 provinces to presently 6. The overall strategy of the phase out was as follows:

- **Rationale**
  - ✓ Resource constraint due to increased enrollment and also donor resources limitations
  - ✓ Sustainability
- **Overall Strategy**
  - ✓ Gradual reduction in the number of provinces
  - ✓ Annual reduction in the quantity of food
  - ✓ Increased government and communities contribution
- ✓ **Criteria for Phase-out**
  - ✓ Degree of food insecurity
  - ✓ Primary school enrollment rates for girls
  - ✓ MEBA priorities
  - ✓ Concentration of CRS agriculture and microfinance interventions

Periods	Areas covered
1960-1988	All the country
1988-1996	CRS/BF withdrew from the big cities : Bobo, Ouaga, etc.
1997-2001	CRS/BF has covered **34**/45 provinces
2004/2005	CRS has covered **23**/45 provinces (Ganzourgou, Gourma, Kompienga, Koulpelogo, Oudalan, Seno, Yagha, Ziro, Bam, Boulgou, Kouritenga, Passore, Yatenga, Zandoma, Soum, Gnagna, Komandjari, Tapoa, Sanmatenga, Namentenga, Loroum, Oubritenga, Kourweogo)
2006	CRS has covered **19**/45 (Ganzourgou, Gourma, Kompienga, Koulpelogo, Ziro, Bam, Boulgou, Kouritenga, Passore, Yatenga, Zandoma, Gnagna, Komandjari, Tapoa, Sanmatenga, Namentenga, Loroum, Oubritenga, Kourweogo) and PAM has covered **4** provinces Provinces phased out (4): **Oudalan, Seno, Soum and Yagha**
2007/2008	CRS has covered only 8/45 provinces. (Gnagna, Komandjari, Tapoa, Sanmatenga, Namentenga, Loroum, Oubritenga, Kourweogo) Provinces phased out (11): **Bam, Ganzourgou, Ziro, Kouritenga, Yatenga, Kompienga, Koulpelogo, Zandoma, Boulgou, Passore, Gourma)**
2008/2010	CRS will cover only 6/45 provinces (Gnagna, Komandjari, Tapoa, Sanmatenga, Namentenga**, Loroum**) Provinces phased out (2): **Oubritenga and Kourweogo**

In order to ensure a responsible and gradual this gradual phase out plan, CRS/BF implemented activities both with the government and with the communities:

- Organization of a national forum to refine and communicate the national policy on school canteens
- Organization of two regional forums at the provincial level
- Elaboration of school action plans for around one hundred schools of the Tier 2
- Integrated activities such as school gardens/fields, truck farms, agricultural and micro finance activities
- The design of an indigenous canteen management manual
- The training of teachers training, of controllers and MEBA officials on the use of the manual
- A support to pilot school gardens/fields
- Organization of exchange visits between community PTAs
- Conduct IEC (Information Communication and Education) activities on the phase out plan through broadcast activities, meetings, etc.

The objectives of all these activities were:

- To provide support to MEBA to continue the national school feeding program without CRS and FFP (Food For Peace) support
- To enhance the capacity of the communities to support and to manage indigenous canteens
- To support these indigenous canteens to become self sufficient and self managed by the communities with the support of the MEBA.

II. Objective of the phase out impact study

- The purpose of this study is to assess the impact of the phase out on the schooling (enrollment, drop out, attendance, retention and completion) and its relevance (ability of communities to take over the school canteens)

III. Specific Objectives:

The specific objectives of the study are as follows:

- Measure the overall impact of the phase out strategy on the school the enrollment, the drop out, attendance and the completion rates at both provincial levels as well as at school levels
- Capture human interest stories related to the phase out from parents, students and teachers
- Identify major lessons learned
- Make recommendations

IV. Outcomes

The following items constitute the outcomes of the impact study of the phase out strategy:

- Preliminary work plan, logistics request, and schedule
- Interview Guide(s)
- Tools for data collection
- Report Outline, highlighting major sections and themes to be covered, specifically addressing all the objectives cited above
- Draft final report, including the methodology, pertinent tables and graphs, quantitative and qualitative information, lessons learned and recommendations, annexes.
- Final report
- Electronic version of all raw data and tables drawn from the data
- A restitution workshop with all stakeholders

V. Key partners of CRS/BF Education Department:

- MEBA technical directions (DAMSE, School canteens project) and decentralized structures (DREBA, DPEBA, CEB) implement the school feeding program
- Technical and Financial partners including UNICEF, WFP, WB, bilateral assistance programs, etc
- Local and international NGOs including HKI, FDC, Bornefonden, OSEO, CCEB, Plan etc.
- Communities and PTAs

VI. Length of the study

The study will last 3 to 4 weeks time including:

- The design of the preliminary work plan, tools, etc.
- The data collection and analysis
- The draft final report writing
- The restitution workshop
- The final report